



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Entreprises fragiles ? En Normandie, la Banque de France dévoile une charte pour prévenir les dangers – Paris Normandie
- À Dieppe, Alpine accélère sa révolution industrielle : « 25 millions d'euros pour transformer l'usine » - Paris Normandie

Sécurité

- Grigneuseville : un incendie ravage 18 hectares de culture, une machine agricole détruite – InfoNormandie
- Gonneville-la-Mallet. Après la mort de Romane, 15 ans, les riverains attendent la sécurisation d'un carrefour – Tendance Ouest
- Plusieurs commerces de Bonsecours visés par des cambriolages ou des tentatives d'effraction – ICI Normandie
- « Ils savaient où j'habitais, ils sont déjà venus devant chez moi » : comment les pêcheurs ont sombré dans le trafic de drogue – Le Parisien
- Pêcheurs et dockers ciblés et appâtés : comment les narcotrafiquants jettent leurs filets dans les ports – Le Parisien
- Fécamp. Un réseau de proxénétisme démantelé, un individu interpellé – Le courrier cauchois
- « Ils ont cassé la vitre » : plusieurs commerces victimes de cambriolages sur le plateau est de Rouen – Paris Normandie
- Une poubelle jaune placée devant un radar automatique sur cette route limitée à 70 km/h en Seine-Maritime - 76actu
- Des bateaux escortent 25 personnes au large de Dieppe jusqu'aux eaux anglaises - Les informations dieppoises
- La police municipale de Criel-sur-Mer équipée d'un cinémomètre pour contrôler la vitesse des automobilistes – l'informateur

Faits divers

- Dieppe. Un conducteur étranger, sans permis, et sous OQTF placé en garde à vue après un contrôle routier – Tendance Ouest
- Dans une forêt près de Rouen, une jeune femme servait d'appât pour attirer des hommes ensuite passés à tabac – 76actu

Social et société

- Les Fêtes Jeanne d'Arc. Le DJ Padre Guilherme remplacé, sonorisation des rues... Quelles nouveautés cette année ? - Tendance Ouest
- Padre Guilherme annule sa venue aux Fêtes Jeanne d'Arc de Rouen sans donner de raison, un DJ français le remplace – ICI Normandie
- Prix du gaz et des carburants, aides sociales et repas étudiant... Ce qui change le 1er mai – Paris Normandie

- Au Havre, les quelque 70 enfants et leurs familles qui dorment à la rue auront-ils bientôt un toit ? - 76actu
- Plutôt un plein de course ou un plein d'essence ? Près du Havre, les aides à domicile d'Amapa sont en colère - 76actu

Collectivités locales et équipements publics

- Normandie. La région choisie parmi les premières à demander les antécédents judiciaires pour le travail avec des enfants handicapés – Tendances Ouest
- Ville de Rouen. La CGT joue le rapport de force et annonce un mois de grève avant des négociations - Tendances Ouest
- Villes Sœurs : Une vice-présidence pour Eu, Mers-les-Bains et Gamaches restent à quai - L'informateur
- Dégradations, actes de vandalisme... Ce maire de Seine-Maritime veut sanctionner lui-même ces agissements – 76actu

Environnement

- Fécamp. Déjà 500 000€ de travaux après le passage de la tempête Goretti – Tendances Ouest
- [En images] Fécamp. Tempête Goretti : où en sont les aménagements du front de mer ? – Le courrier cauchois
- Face au déficit de pluie, comment se portent les nappes phréatiques dans l'Eure et en Seine-Maritime ?- Paris Normandie

Agriculture

- Elevage. Il faut sauver la vache normande : la Région lance des actions pour réintroduire la race dans les cheptels – tendances ouest

Travaux et aménagements

- À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, l'ancien orphelinat est définitivement fermé et devra être détruit – Paris Normandie

Entreprises fragiles ? En Normandie, la Banque de France dévoile une charte pour prévenir les dangers

Paris Normandie

~3 minutes

Afin de prévenir les difficultés des entreprises, l'État, en lien avec l'ensemble des partenaires de l'entreprise, a mis en place un plan d'action. En Normandie, la Banque de France a dévoilé cette charte supposée limiter les défaillances.



Par la rédaction

Publié: 29 Avril 2026 à 13h38 Temps de lecture: 2 min

En 2025, la Normandie a enregistré 47 procédures de sauvegarde et 2785 ouvertures de redressements ou liquidations judiciaires. Ne pas attendre que la situation ne dégénère pour activer les leviers de soutien : afin d'éviter les défaillances d'entreprises, [la Banque de France](#) (BdF) Normandie a dévoilé la « Charte de confiance », dispositif national qui a été officiellement présenté aux acteurs économiques normands fin avril.

De problème passager au péril

L'objectif est simple. Il s'agit de matérialiser « les engagements d'un ensemble d'acteurs publics, privés et associatifs avec pour objectif d'aller au-devant des entrepreneurs dès l'apparition des premières fragilités », précise le communiqué de la BdF. Dans les faits, ce sont 35 organisations professionnelles qui s'engagent pour plus de réactivités et de communication autour des dispositifs d'aides pouvant être mis en place rapidement. Et ainsi éviter qu'un

problème passer [ne devienne dangereux pour l'entreprise](#) et ses emplois.

Un dispositif qui fait suite aux recommandations du Rapport du Médiateur national du crédit et du Médiateur des entreprises sur les dispositifs de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté remis au gouvernement en avril 2025.

Lire aussi



[Le secteur bancaire ne connaît pas la crise, c'est le cas du Crédit agricole Normandie Seine](#)



[À Dieppe, Alpine accélère sa révolution industrielle : « 25 millions d'euros pour transformer l'usine »](#)





[Ecolab #14. Au Havre, Telamon signe la plus grande centrale solaire en toiture de Normandie](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Normandie](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

À Dieppe, Alpine accélère sa révolution industrielle : « 25 millions d'euros pour transformer l'usine »

Franck Weber

6-8 minutes

Fin de l'A110 thermique, montée en puissance de l'A390 électrique, développement de nouveaux prototypes : l'usine Alpine de Dieppe se prépare à un changement d'échelle, avec d'importants investissements d'ici la fin de l'année et une production appelée à grandir.



La dernière A110 thermique sera produite précisément le 12 juin. -
Photo d'archives Paris Normandie



Par [Franck Weber](#)

Publié: 29 Avril 2026 à 12h57 Temps de lecture: 2 min

La manufacture Alpine de Dieppe se prépare à entrer dans une nouvelle ère. C'est le message délivré aux chefs d'entreprise présents à l'assemblée générale de Dieppe-Méca-Énergie, mardi 28 avril à Belleville-sur-Mer, par François Hellegouarch, chef de projet à

l'usine dieppoise fondée par Jean Rédélé. Il a ainsi détaillé une transformation industrielle d'ampleur, portée par des investissements massifs et une montée en cadence.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« On vient d'un monde à 4 000 ou 5 000 voitures. La somme des nouveaux projets, ça fait 30 000 voitures par an », calcule-t-il. Une bascule qui illustre le virage stratégique engagé par la marque sportive du groupe Renault. Symbole du renouveau d'Alpine depuis 2017, l'A110 thermique vit à présent ses derniers mois. « La dernière A110 va sortir de nos chaînes le 12 juin. Elles sont toutes vendues », précise François Hellegouarch. Au total, près de 30 000 exemplaires auront été produits, avec une progression spectaculaire : « En mai 2020, on était à peine à sept voitures par jour. Le chemin parcouru est très important. »

« C'est un plan à 1980 voitures, c'est le projet annoncé, 1100 sont déjà réservées »

François Hellegouarch, Chef de projet

Impossible d'évoquer la manufacture Alpine sans parler des voitures « un peu spéciales », comme la Renault 5 Turbo 3 électrique : « C'est un plan à 1980 voitures, c'est le projet annoncé, 1100 sont déjà réservées. Vous pouvez toujours le faire moyennant le versement d'un acompte de 50 000 € ! L'ambition, c'est les prototypes en juillet et un début de fabrication plus sérieux début 2027. »

L'A390, premier modèle de nouvelle génération électrique, prend déjà le relais de l'A110 thermique au sein de l'usine. « Nous avons obtenu l'accord de commercialisation, c'est-à-dire qu'on pousse les voitures vers les premiers clients. On en fait 15 par jour aujourd'hui, on passe à 30 mi-juin. L'ambition est de passer à 50 début octobre. » Une montée en cadence qui préfigure le changement de dimension à venir. Pour accompagner cette mutation, Alpine engage des moyens conséquents. D'autant plus qu'arrive le projet Alpine Performance Platform (APP) : « Ce sont trois voitures annoncées par François Provost (le Pdg de Renault, ndlr), dans le cadre du nouveau plan stratégique du groupe. Trois voitures électriques, un coupé, un cabriolet et une 2+2 coupée, qui vont nous occuper de début 2027 pour les protos, à l'accord de fabrication fin 2027. »

« Ça va faire changer la manufacture d'échelle »

Alpine l'avait annoncé en mars dernier, la [prochaine génération de l'A110](#) sera produite à Dieppe « pour perpétuer l'héritage initié par le fondateur de la marque ». Le chef de projet l'assure : « La somme de toutes ces voitures, l'A390 et celles de l'APP, ça va faire changer la manufacture d'échelle. » Résultat : « On va mettre à peu près 25 millions d'euros à Dieppe entre mai et la fin d'année pour transformer l'usine », détaille le chef de projet.

Les travaux concernent des secteurs clés : « La tôlerie, qui fabrique exclusivement l'A110 aujourd'hui, on la rend capable de fabriquer quatre caisses différentes. La peinture va être modernisée. Le montage va être flexibilisé pour produire cinq voitures différentes sur la même chaîne. » L'outil industriel évolue : une extension de 1 200 m² vient d'être livrée pour la tôlerie, et une autre, de même surface, est prévue pour le montage. « C'est du process, c'est des travaux bâtiment », résume-t-il.

Cette transformation industrielle se traduit également du côté des effectifs. « Aujourd'hui, la manufacture, c'est 400 salariés, 400 intérimaires, 400 alternants. C'est important, l'alternance », souligne François Hellegouarch. Le chef de projet a pris date auprès des chefs d'entreprise : « Rendez-vous début 2027, pour, je l'espère, voir les prototypes de la gamme APP. »

Lire aussi



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)





[L'avocate rouennaise remise en liberté suite à... un vice de procédure !](#)



[Collecte des ordures ménagères et jours fériés : le programme de l'agglomération dieppoise](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)



[Pour la reprise des courses hippiques, un test national inauguré à l'hippodrome de Dieppe-Rouxmesnil](#)



Video

[Basket : sa carrière, la fin de son aventure à Dieppe, Michel Gomez est l'invité de Parlons sport](#)





[Repéré au volant d'une voiture en mauvais état, il se trouvait sans permis et sous OQTF à Dieppe](#)



Video

[« Tony Parker ? Ça a pas matché entre nous » : légende du basket français, le Rouennais Michel Gomez dans « Parlons sport »](#)



Exclusif

[L'avocate rouennaise remise en liberté suite à... un vice de procédure !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Grigneuseville : un incendie ravage 18 hectares de culture, une machine agricole détruite

La rédaction d'infoNormandie

2-3 minutes

SEINE-MARITIME

Mercredi 29 Avril 2026 - 16:06

Un feu de culture s'est déclaré ce mercredi après-midi à Grigneuseville, au nord de Rouen. L'incendie a mobilisé d'importants moyens de secours sur une parcelle de miscanthus située le long de la D151.



Illustration

Les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont été appelés à 14h33. À leur arrivée, **une machine agricole était déjà en flammes** et le feu s'était propagé au champ cultivé. Au total, 18 hectares ont été parcourus par les flammes sur une parcelle de 20 hectares.

Un drone déployé

Pour contenir le sinistre, **23 sapeurs-pompiers ont été engagés**, avec huit engins et un chef de groupe. Un drone a également été déployé afin d'aider les équipes au sol à surveiller la progression de l'incendie et cibler les zones encore actives.

L'intervention s'est poursuivie durant l'après-midi pour noyer les derniers foyers et éviter toute reprise, dans un contexte de végétation sèche favorable à la propagation rapide des flammes.

Circulation à éviter dans le secteur

Les autorités ont recommandé d'éviter le secteur de Grigneuseville pendant toute la durée des opérations afin de faciliter l'accès des secours et des engins d'intervention.

A SAVOIR Qu'est-ce que le miscanthus ?

Le miscanthus est une grande graminée cultivée notamment pour la biomasse, le paillage ou comme combustible. Très sec en surface à certaines périodes, ce type de culture peut favoriser une propagation rapide du feu en cas d'étincelle ou de départ d'incendie.

Gonneville-la-Mallet. Après la mort de Romane, 15 ans, les riverains attendent la sécurisation d'un carrefour

Célia Caradec

3-4 minutes

"Ma fille a appris à traverser ce carrefour à l'âge de cinq ans. Elle a traversé toutes les semaines, pendant dix ans. Il n'a fallu qu'une fois..."
Mercredi 29 avril, à Gonneville-la-Mallet, près du Havre, c'est entouré d'environ 150 personnes que Clément Lechartier, son père, est revenu sur le drame qui a coûté la vie à Romane, âgée de 15 ans. [Le 9 janvier 2025, alors qu'elle traversait la RD939 après être sortie d'un car scolaire, l'adolescente a été percutée par un véhicule qui doublait l'autobus.](#) Elle n'a pas survécu à ses blessures.

Les collectivités autour de la table

Un collectif de riverains est rapidement créé, dès mars 2025, pour demander davantage de sécurité au carrefour où s'est noué le drame, baptisé "La Gonnevillaise". *"Depuis un an, le dialogue avec les collectivités a abouti à une première série d'améliorations, mais aujourd'hui, le dialogue semble au point mort. C'est pourquoi, nous avons décidé de rendre publique notre action"*, explique le père de famille.



Romane avait 15 ans lorsqu'elle a été mortellement percutée par un automobiliste. - Célia Caradec

Sur le lieu de l'accident, le Département a installé des bandes rugueuses, aux abords de l'arrêt de bus, et un panneau qui rappelle la limitation de vitesse à 70km/h. Le radar pédagogique un temps installé n'a, pour l'heure, pas été pérennisé. Aucun passage piéton ne sécurise la traversée, l'arrêt se trouvant hors agglomération. *"Le Département nous a fait savoir qu'il s'agit d'une zone classée 'rase campagne', qu'on ne peut donc pas y abaisser la vitesse à 50km/h"*,

regrette Clément Lechartier.

Un îlot central

De son côté, la communauté urbaine a proposé de modifier les itinéraires des bus scolaires, pour éviter cette route départementale. Mais le collectif de riverains penche pour une autre solution : aménager un îlot central, pour permettre une traversée sécurisée en deux temps et empêcher les dépassements. "Un aménagement à 500 000€", selon les habitants, dont la décision reviendrait au conseil départemental. "Cet aménagement, c'est la suite logique, pour Clément Lechartier. Depuis Le Havre, d'autres carrefours ont été aménagés : le Café Blanc, Saint-Jouin, Heuqueville... C'est notre tour".



Le carrefour ne dispose d'aucun passage piéton, étant situé à quelques centaines de mètres de l'entrée de la commune. - Célia Caradec

Sollicité, le conseil départemental rappelle les actions déjà réalisées (bandes, panneau...) et indique qu'en "*lien étroit avec la communauté urbaine du Havre Seine Métropole, qui a en charge le transport scolaire, le Département étudie les actions de sécurité routière liées à son réseau.*" Du côté du Havre Seine Métropole, la réorganisation des circuits de transports scolaires est, pour l'heure, "*mise en attente*".

A Gonneville, ils réclament plus de sécurité

00:00

01:25

0:00 / 0:00

Plusieurs commerces de Bonsecours visés par des cambriolages ou des tentatives d'effraction

Emmanuel Grabey

~3 minutes

Publié le mercredi 29 avril 2026 à 15:28

Une brasserie, une boucherie et une boulangerie de Bonsecours, dans la métropole de Rouen, ont été la cible de cambriolages ou de tentatives de vol avec effraction dans la nuit de mardi à mercredi.

Ce sont **trois commerces de la route de Paris**, à Bonsecours (Seine-Maritime), qui ont été visés par des malfaiteurs dans la nuit de mardi 28 à mercredi 29 avril 2020, information de [Paris-Normandie](#) confirmée à ICI Normandie par la police nationale. Les malfaiteurs ont réussi à cambrioler la Brasserie de la mairie, un bar-PMU, et à pénétrer dans une boulangerie, Histoire de Pains, sans rien emporter. Ils ont également tenté de fracturer une boucherie. **Le parquet de Rouen a été saisi.**

- [justice](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Un individu s'est fait remettre une centaine d'euros en braquant avec une arme la boulangerie Le Fournil couronnais de Petit-Couronne, dans la métropole de Rouen, vendredi 30 janvier 2026 en début de soirée.

Le 31/01/2026 à 15:57

- Deux jeunes âgés de 15 ans et 18 ans ont été arrêtés par la police et placés en garde à vue après avoir racketté deux mineurs, à Rouen, rue Anatole-France, dans la nuit de mardi à mercredi. Ils ont menacé leurs victimes avec un marteau brise-vitre.

Le 29/10/2025 à 09:04

- Fidèle à sa mission d'information de proximité et d'échanges, ICI Normandie, votre radio locale en Seine-Maritime et dans l'Eure, déploie un dispositif complet au coeur de la campagne en Normandie pour les élections municipales 2026.

Le 04/02/2026 à 08:42

- Un homme a été blessé au couteau ce lundi 6 avril 2026, par deux individus, autour de 23h30, à Rouen, indique la police de la Seine-Maritime.

Le 07/04/2026 à 16:17

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

« Ils savaient où j’habitais, ils sont déjà venus devant chez moi » : comment les pêcheurs ont sombré dans le trafic de drogue

Vincent Gautronneau

5-6 minutes

Depuis un an, l’horizon des quatre pêcheurs normands mis en examen pour l’importation de [615 kg de cocaïne](#) s’est drastiquement rétréci. La mer à perte de vue a été remplacée par les murs des prisons où ils sont incarcérés. Si Anthony Q. a été transféré dans le « module respect » de son établissement, tous ne se tiennent pas aussi sagement. Son frère Mathieu a été condamné début janvier à vingt jours de mitard après la découverte d’un téléphone dans sa cellule. Quelques jours plus tard, Damien M. a écopé de quinze jours de quartier disciplinaire pour la même raison...

Tous sont peu habitués à la détention, leur quotidien est « très compliqué », a récemment écrit Éric B. à la juge en charge du dossier. S’il déplore une incarcération dans « un établissement très âgé faisant face à une surpopulation », où il a attrapé la gale, le marin entend « payer sa dette à la société ».

« Nous, les marins, ça fait très longtemps qu’on est démarchés »

Un an après cette découverte brutale du milieu carcéral, une question anime encore le port de Ouistreham (Calvados) et les proches des pêcheurs : comment ces travailleurs ont-ils pu basculer dans le narcotrafic ? Placé en garde à vue après son interpellation avec plus de 600 kg de cocaïne à bord, Éric B. a rapidement admis avoir participé « plein de fois » à [des opérations de ramassage en mer](#).

« Mais c’était la seconde fois uniquement où je ramassais, a assuré le marin de 49 ans. Les autres fois, j’y allais mais on ne trouvait pas. »

Face aux enquêteurs, le pêcheur raconte avoir un jour été tamponné par des hommes aux intentions claires : « Nous, les marins, ça fait très longtemps qu'on est démarchés pour faire du ramassage en mer... Et puis, un jour, j'ai craqué et j'ai dit oui. C'est ma faute, j'aurais dû continuer à dire non. »

[2/2] Francis Evrard : la justice face à un prédateur sexuel

Écouter



Ouistreham (Calvados), en avril 2025. Parmi les marins pêcheurs écroués se trouvent les deux frères patrons du chalutier le « Lucky ». Depuis cette affaire, le bateau a été vendu aux enchères. PhotoPQR/Ouest-France/Martin Roche

Ce basculement, Éric B. l'explique par [l'appât du gain](#). Des sommes folles promises par les narcotrafiquants. « Il m'avait dit qu'il y avait 600 000 euros à gagner pour l'équipage, j'ai dit oui », se remémore le marin. Très vite, pourtant, les désillusions commencent. « Je pense qu'en deux ans, j'ai touché 50 000 euros pour toutes les sorties... (...) Mais j'étais toujours relancé, c'est le genre de situation où il te donne un jour 15 000 euros pour t'appâter et un mec passe le lendemain pour te réclamer 10 000 euros... » Et quand l'argent ne suffit plus à convaincre, les trafiquants changent de méthode et passent à l'intimidation.

« Je ne veux pas me prendre une balle dans la tête »

À quelques kilomètres de Ouistreham (Calvados), plusieurs dockers du Havre (Seine-Maritime) ont d'ailleurs subi des violences ces dernières années. Un docker a même été tué en 2020 sur fond de narcotrafic. « [Tu reçois des menaces](#), raconte Éric B. Ils savaient où j'habitais, ils sont déjà venus devant chez moi... Ils te parlent des affaires du Havre, de meurtre ou de viol, tu finis par avoir peur et

céder. » Son avocat, Me Delaunay-Belleville, souligne que « la situation sanitaire de Monsieur B. doit être prise en compte alors qu'il attend depuis plusieurs mois d'être entendu par les magistrats. »

Moins bavard durant leurs gardes à vue, les frères Q., patrons du « Lucky », racontent plus ou moins la même chose. Un étai dont il est difficile de sortir. « Tout ce que je peux vous dire, c'est que je suis soulagé quand même, a expliqué Anthony aux enquêteurs, reconnaissant à demi-mot sa participation à certaines tentatives de récupération. Tout cela est fini, je ne serai plus harcelé. J'avais pas trop d'échappatoires. J'avais trois solutions : La première, de brûler mon bateau ; la deuxième, de venir vous voir pour les balancer, mais c'était trop compliqué ; et la troisième, c'était d'y aller... » Face aux enquêteurs, son grand frère Mathieu souligne sa crainte. « La seule chose que je peux vous dire, c'est que je ne veux pas me prendre une balle dans la tête, moi ou ma famille. J'ai des enfants... Je ne vais pas prendre le risque. Que je parle ou que je ne parle pas je vais aller en prison... » Et le marin de résumer ainsi son rôle : « On est des pions. On gagne ou on perd... »

Les quatre marins incarcérés ont définitivement perdu un bateau. Le 31 mars, le « Lucky », chalutier des frères Q. saisi après l'opération de la police judiciaire, [a été vendu 300 000 euros aux enchères par l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués](#) (Agrasc). Les marins attendent, eux, d'être interrogés par la juge en charge du dossier.

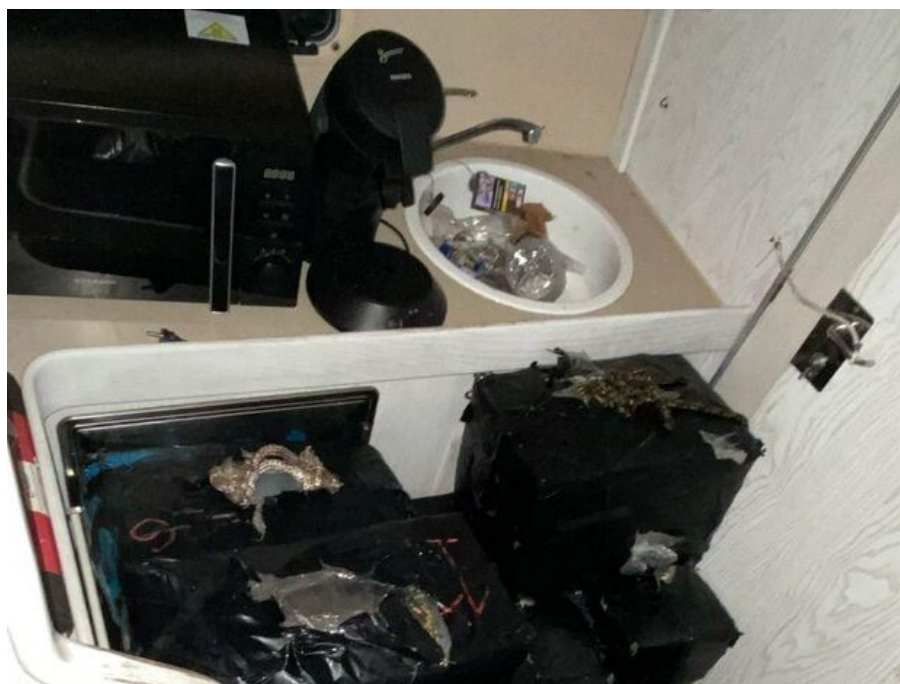
Pêcheurs et dockers ciblés et appâtés : comment les narcotrafiquants jettent leurs filets dans les ports

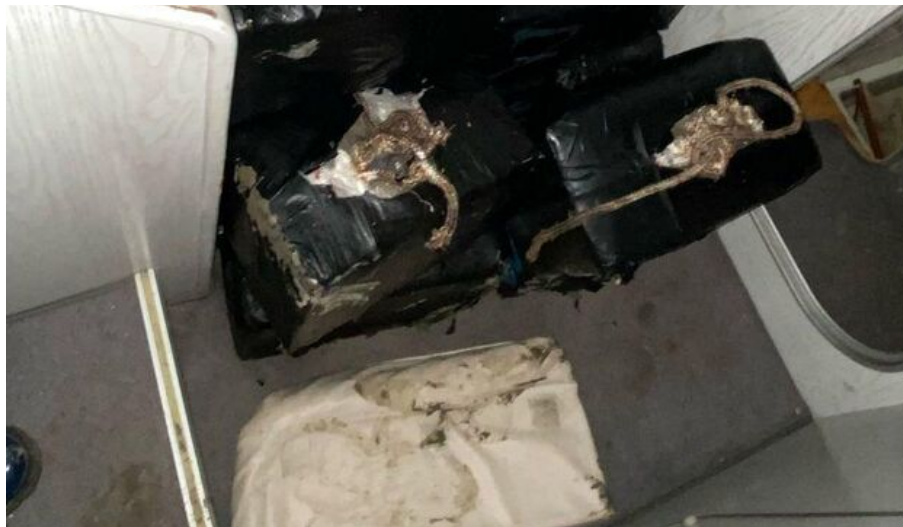
Vincent Gautronneau

7-8 minutes

À bord du « Lucky », le 16 juillet 2024, Anthony Q. et son équipage s'apprêtent à prendre la mer. Amarré ce jour-là dans le port de Cherbourg (Manche), le patron de pêche est tendu. Au téléphone, il s'agace et soupèse les risques de sa prochaine sortie au large. « Parce que bon, admettons, on se fait péter, j'ai une femme... Même pour les gars, tu vois, ils l'ont fait une fois et ils ont pas été payés. Bah, ils ne veulent pas y aller s'il y a pas d'avance... (...) T'as compris que les actes valent mieux que les paroles... »

Et le patron pêcheur de préciser à ses matelots qu'il a demandé une avance de 10 000 euros par personne pour embarquer. Cette conversation et les allées et venues incessantes d'un homme en survêtement de marque décrit comme un « Havrais » à bord du chalutier, [les policiers de l'Ofast](#) (Office anti-stupéfiants) et de la PJ (police judiciaire) de Caen (Calvados) n'en perdent pas une miette. Photographies, sonorisations, écoutes téléphoniques, tout y passe.





La drogue avait été larguée d'un cargo, récupérée en mer par le chalutier le « Lucky » puis transférée à bord d'une vedette rapide. DR

Depuis l'été 2023 et un tuyau évoquant la récupération de plusieurs centaines de kilos de cocaïne en mer, ils suivent ainsi les agissements d'un groupe de pêcheurs normands visiblement plus actifs à remonter de la poudre blanche que des soles dans leurs filets... Cette enquête tentaculaire a abouti à la [saisie de 615 kg de cocaïne](#), en avril 2025. De la drogue larguée d'un cargo, récupérée en mer par le « Lucky » des frères Q. puis transférée à bord d'une vedette rapide.

Un second bateau piloté par Éric B., un marin de Trouville (Calvados) interpellé aux côtés d'un Belge visiblement venu superviser la récupération en mer de la coke et du cadet d'une fratrie havraise bien connue des autorités. Au total, en avril 2025, douze maillons essentiels — des pêcheurs, leurs compagnes, les marins suspectés d'avoir lancé la cocaïne à la mer ou les hommes chargés de la récupérer — du trafic sont mis en examen pour leur implication dans ce premier « drop-off » mis au jour par les autorités françaises. Mais ce n'est pas tout...

[2/2] Francis Evrard : la justice face à un prédateur sexuel

Écouter

Trouver des personnes prêtes à prendre des risques

Selon nos informations, l'enquête menée sur les pêcheurs de Ouistreham a révélé l'existence d'une autre équipe ayant « tamponné » les marins afin d'aller à la pêche à [la cocaïne](#). Quatre hommes — dont l'individu en survêtement repéré à bord du « Lucky » en juillet 2024 — ont été mis en examen par une juge rennaise le 5 mars pour « tentative d'importation de stupéfiants en

bande organisée ».

Leurs profils révèlent l’emprise de la pieuvre du narcotrafic sur les côtes normandes, [du port international du Havre](#) aux petits du Cotentin. Théo M., 24 ans, semble être un symbole de ces « sorteurs » prisés des importateurs de cocaïne. Leur mission est simple mais essentielle : trouver des pêcheurs, des dockers prêts à prendre des risques contre plusieurs dizaines de milliers d’euros afin de récupérer de la cocaïne en provenance d’Amérique du Sud.

Le visage anguleux et la grande carcasse de Théo M. sont aperçus pour la première fois par les policiers le 24 février 2024. Ils ne mettent pas longtemps à l’identifier : en 2022, il avait été filmé en train de déplacer des dizaines de kilos de coke d’un conteneur à une autre au cœur du port du Havre. Au cours de cette procédure - qui lui a valu une condamnation à quatre ans et demi de prison —, la justice avait mis en évidence « une certaine proximité entre Théo M. et le ou les commanditaires » des envois de drogue. Ce 24 février 2024, les policiers voient le jeune homme s’attabler en compagnie d’Anthony Q. dans un bar de la ville côtière.

Dix jours plus tard, il est de retour à Ouistreham, port d’attache du [« Lucky »](#) et grimpe avec trois autres personnes à bord du chalutier d’Anthony Q. Quelques heures plus tard, le marin fait un rapport à sa femme. Les hommes montés à bord « voulaient les noms et prénoms de tout le monde ». Durant cette rencontre « tendue », ils « voulaient faire des photos de tout ». Pas forcément l’attitude d’un groupe de copains souhaitant partir à la pêche à la dorade... Ce groupe, les policiers vont le suivre de près pendant des semaines, convaincus d’assister aux préparatifs d’un drop-off finalement organisé à partir de ce 16 juillet 2024.

« Dernier maillon de la chaîne »

Finalement, malgré une sortie en mer du « Lucky », la récupération de la drogue n’aura pas lieu, ce qui explique le chef de « tentative d’importation » retenu par la justice. Théo M. ne remettra plus les pieds à Ouistreham. En septembre 2024, il est interpellé à la sortie du port du Havre en compagnie d’un chauffeur routier... et de 193 kg de cocaïne tout juste arrivée d’Amérique du Sud.

Lors des interrogatoires menés durant cette enquête, Théo M. a admis être tombé « entre les mains de certaines personnes » et avoir été « pris dans un engrenage ». Il a aussi assuré être « le dernier maillon de la chaîne ». Cette procédure lui vaut une mise en

examen à la Jirs (juridiction interrégionale spécialisée) de Lille (Nord).

Une autre est venue alourdir son cas en janvier. Théo M. aurait en effet été impliqué, le 17 juillet 2024, dans la sortie illégale d'un conteneur — vide — arrivé la veille au port du Havre. Une concordance de date avec un départ en mer du « Lucky » qui interpelle la juge en charge du dossier.

Dans ces différentes affaires, plusieurs acteurs — [dockers](#), pêcheurs, chauffeurs de camions... — ont fait part d'une pression, voire de menaces, imposées par les différents donneurs d'ordre. Autant d'éléments qui, selon les magistrats rennais qui l'ont mis en examen en mars aux côtés des pêcheurs, illustrent « un ancrage fort » de Théo M. « dans la délinquance relative au narcotrafic » et laissent penser que l'homme dispose « de liens avec des équipes d'importateurs. »

Vidéo47 tonnes de cocaïne saisies en 2024 : « C'est historique », annonce Bruno Retailleau

Une « spécificité havraise, remarque un policier spécialisé. Plusieurs équipes proposent des solutions aux importateurs qui cherchent à faire entrer de la coke en France. Ils tentent de corrompre des pêcheurs, des dockers, des douaniers pour assurer la sortie du produit... » Il y a quelques mois, un rapport de l'Ofast a souligné cette globalisation [du trafic de cocaïne](#).

Plutôt que de se battre les uns contre les autres, les grossistes agissent désormais en « mutualisant leurs investissements, leurs contacts et la logistique. Chaque trafiquant apporte sa compétence propre ou celle de son réseau (sorties portuaires, compromission, transport, sécurisation) dans le pot commun, leur permettant d'acheminer de manière sécurisée les marchandises et de les livrer en France. » Et pour cela, Théo M. et d'autres sont des rouages essentiels. Contactée, son avocate, Me Stéphanie Lepoutre, n'a pas souhaité faire de commentaire.

Fécamp. Un réseau de proxénétisme démantelé, un individu interpellé

Charles Turcant

~2 minutes

Un réseau de proxénétisme a été révélé au grand jour par la gendarmerie sur le secteur de Fécamp, avec l'interpellation d'un membre jugé très actif, le 27 avril.

En décembre 2025, dans le cadre de leurs surveillances numériques, les militaires repèrent sur un site spécifique "*des propositions à caractère sexuel principalement localisées sur Fécamp*". Une enquête judiciaire est immédiatement ouverte. Après plusieurs mois d'investigations, il est découvert "*l'existence d'un réseau local de proxénétisme, constitué de prostituées d'origine sud-américaine*", expose la compagnie de gendarmerie de Fécamp.

Déféré au tribunal ce mercredi

Le 27 avril 2026 est interpellé un "*participant actif à ce réseau*", avec plusieurs saisies effectuées à son domicile. A l'issue de sa garde à vue, il a été présenté au tribunal judiciaire, mercredi 29 avril, en vue d'une comparution immédiate l'après-midi.

En parallèle, une trentaine de clients ont également été auditionnés "*en tant que mis en cause*". Pour leur part, ils risquent une contravention de 5^e classe, constituant un délit en cas de récidive légale.

- **A lire aussi.** [Gruchet-le-Valasse. Son phare pend au-dessus de la route : arrêté, il est contrôlé positif à la cocaïne](#)

« Ils ont cassé la vitre » : plusieurs commerces victimes de cambriolages sur le plateau est de Rouen

Jérémy Chatet

4-5 minutes

Une série de cambriolages perpétrés en avril 2026 touche des commerces situés sur la route de Paris, entre Bonsecours et Le Mesnil-Esnard.



La brasserie de la mairie à Bonsecours a été cambriolée dans la nuit du 28 au 29 avril 2026. - Capture d'écran Google Street View.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Par [Jérémy Chatet](#)

Publié: 29 Avril 2026 à 13h51 Temps de lecture: 1 min

Dans la nuit du 28 au 29 avril 2026, la porte de la Brasserie de la mairie, située 67 route de Paris à Bonsecours, a été fracturée. « Ils ont entièrement cassé la vitre, à l'aide d'un support de grilles de chantier, croit savoir le gérant de l'établissement, Paul Laurent. Ils ont essayé d'ouvrir la porte au pied de biche mais sans réussir. »

Le ou les auteurs ont dérobé un tiroir entier de tickets de la Française des Jeux, ainsi que le fond de caisse. *« C'était ciblé »*, constate Paul Laurent qui n'avait pas encore chiffré le montant du préjudice. Sa brasserie a dû rester fermée la journée du 29 avril, le temps de tout nettoyer.

Enquête ouverte

Dans la même nuit, deux autres commerces proches ont été pris pour cible. Est concernée la boucherie Delongvert, qui se trouve en face de la brasserie, mais, suite à une vente récente, le local est vide de toute activité. La boulangerie Histoire de Pains, située quelques mètres plus loin au 9, rue de la basilique, a également été ciblée. *« Ils ont pénétré par l'entrée de notre laboratoire, confirme la gérante de la boulangerie. Ils ont cassé les ailettes au-dessus de la porte vitrée. Ils pensaient trouver le fond de caisse mais il n'était pas dans la boulangerie. La police scientifique est venue relever les empreintes. »* D'après une source policière, une enquête a été ouverte pour cette série de [cambriolages](#).

Depuis le début du mois d'avril 2026, ce n'est pas la première fois que des commerces de la route de Paris sont visités. D'après nos informations, le 22 avril au soir, la pâtisserie Emma, au 141, route de Paris, sur la commune du Mesnil-Esnard a été cambriolée, une partie de sa vitrine ayant été brisée.

Lire aussi



[« C'est magique » : lauréate d'un concours, une lycéenne rouennaise sera au Festival de Cannes](#)





[Vélo, Historial, théâtre... Que faire le week-end du 1er au 3 mai 2026 à Rouen ?](#)



[Le Comité du Souvenir français du territoire elbeuvien reprend du service](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

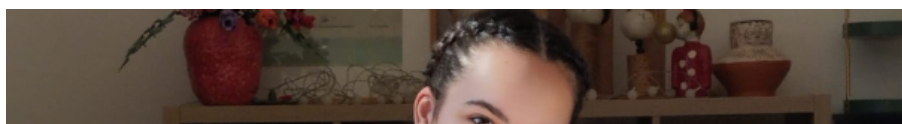
[Bonsecours \(Seine-Maritime\)](#) [Le Mesnil-Esnard \(Seine-Maritime\)](#)

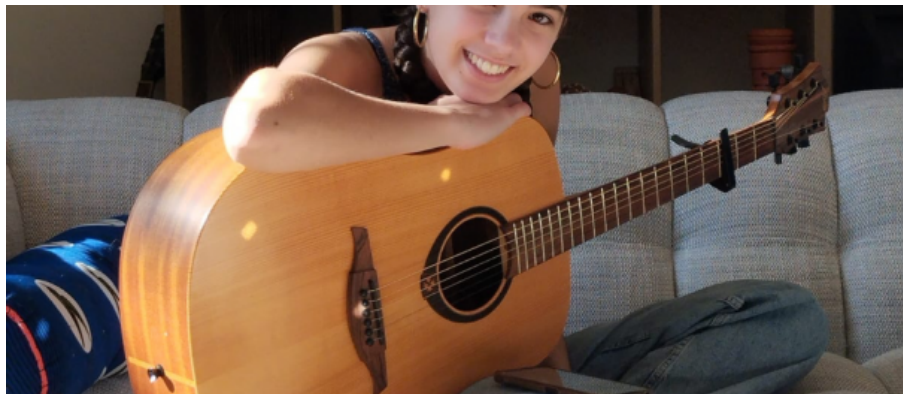
Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[« C'est magique » : lauréate d'un concours, une lycéenne rouennaise sera au Festival de Cannes](#)



[Vélo, Historial, théâtre... Que faire le week-end du 1er au 3 mai 2026 à Rouen ?](#)



[Le Comité du Souvenir français du territoire elbeuvien reprend du service](#)





[Fêtes Jeanne d'Arc à Rouen : cinq temps forts à ne pas manquer](#)



[Série 2/3. 60 ans de l'université de Rouen : Ingénium, une alliance à dix campus européens](#)



[Fêtes Jeanne d'Arc à Rouen : le prêtre DJ Padre Guilherme annule sa venue et sera remplacé](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Une poubelle jaune placée devant un radar automatique sur cette route limitée à 70 km/h en Seine-Maritime

Sébastien Aliome

~2 minutes

Les bacs jaunes de la communauté de communes Bray Eawy servent à trier les déchets recyclables. Mais pas que... à en croire l'utilisation faite devant un radar près de Neufchâtel.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Radars](#)



Un bac jaune servant au tri des déchets plastiques a été positionné juste devant le radar de chantier. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 30 avr. 2026 à 9h19

Décidément, les [radars automatiques](#) ont la vie dure dans le secteur de [Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#). Souvent recouvertes de peinture, taguées ou encore bâchées, les machines sont victimes de **vandalisme**.

Cette fois, à l'entrée de Neufchâtel, c'est plus léger. Réinstallé

depuis peu, [après avoir été dégradé quelques kilomètres plus loin](#) et nettoyé, le **radar autonome** s'est vu privé de visibilité.

Une poubelle jaune devant le radar

Ce **jeudi 30 avril 2026** au matin, c'est une **poubelle jaune** qui a été placée juste devant le radar dit de chantier, couvercle ouvert pour obstruer la vitre de l'appareil. Nul doute que cela ne va pas rester longtemps comme ça !

Rappelons qu'ici, à hauteur de la commune de **Quièvrecourt** et à quelques centaines de mètres seulement de l'**échangeur du Four rouge** de l'[autoroute A 28](#), la vitesse est limitée à 70 km/h. Le radar flashe dans les deux sens.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Des bateaux escortent 25 personnes au large de Dieppe jusqu'aux eaux anglaises

Marie LEMAISTRE

3-4 minutes

Vingt-cinq personnes ont été repérées en mer lundi 27 avril 2026 au large de Dieppe (Seine-Maritime). Les sauveteurs de la SNSM ont été mobilisés pour sécuriser leur traversée.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Migrants](#)

[SNSM](#)

Article réservé aux abonnés



Les migrants ont longé la côte en direction du Pas-de-Calais sous escorte d'un équipage de la SNSM de Dieppe (Seine-Maritime).

©Photo fournie à la rédaction

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 29 avr. 2026 à 18h15

Lundi 27 avril 2026, les sauveteurs de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) ont été appelés aux alentours de 6 h 30 pour une opération d'assistance et

de sécurisation en mer, à la demande du **Cross Gris-Nez**, le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.

25 migrants repérés en mer

Six sauveteurs de la SNSM ont pris la mer à bord du *Notre-Dame-de-Bonsecours* sous la direction de Ludovic Delandre. Vingt-cinq migrants avaient été repérés initialement par le sémaphore, à bord d'une embarcation pneumatique.

Ils faisaient route vers le Pas-de-Calais pour traverser la Manche probablement depuis la baie de Somme, après avoir parfois embarqué d'autres candidats au départ depuis des côtes voisines, dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre.

En raison d'une mauvaise visibilité signalée sur zone, le *Cormoran*, patrouilleur de la Marine nationale, a d'abord été engagé aux côtés de l'équipage de la SNSM pour localiser l'embarcation.

Les sauveteurs ont finalement rejoint les migrants au niveau du parc éolien, pour escorter le pneumatique et veiller sur ses occupants en cas de panne ou de difficulté en mer.

En parallèle, le patrouilleur a été engagé sur une autre opération. Le centre de coordination maritime du parc éolien de Dieppe le Tréport s'est trouvé avisé.

Pour rappel, une fois en mer, aucune intervention ne peut être effectuée ni aucun ordre de faire demi-tour donné, sans demande explicite des personnes concernées.

Ces dernières ne peuvent être prises en charge qu'à terre, avant la traversée.

Les migrants ont longé la côte en direction du Pas-de-Calais sous escorte du canot tout temps SNS 080 *Notre-Dame-de-Bonsecours* de la SNSM, jusqu'à ce qu'un autre bateau prenne le relais.

Les sauveteurs les ont accompagnés jusqu'au large du Tréport, en limite du parc éolien, où l'*Yser*, la vedette de la gendarmerie maritime, les a relevés de leur mission.

La route erratique de l'embarcation ayant été signalée et l'état de la mer se dégradant, le patrouilleur de sauvetage *Minck* a été engagé en soutien de l'*Yser*. Un autre bateau a ensuite assuré le convoi jusqu'aux eaux anglaises, où l'embarcation a pu être remorquée par un navire britannique.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec Mon Actu.

La police municipale de Criel-sur-Mer équipée d'un cinémomètre pour contrôler la vitesse des automobilistes

Augustin Thibouw

~4 minutes

Les policiers municipaux de Criel-sur-Mer sont désormais équipés d'un cinémomètre. Cet appareil va permettre aux deux agents de contrôler la vitesse des automobilistes.

Sur le même thème

[Excès de vitesse](#)

[Police](#)

[Vallée de l'Yères](#)



Les policiers municipaux de Criel-sur-Mer sont équipés d'un cinémomètre, un appareil permettant de contrôler la vitesse des automobilistes. ©Photo d'illustration Charles Giovacchini

Par [Augustin Thibouw](#) Publié le 29 avr. 2026 à 6h30

La vitesse des automobilistes fait désormais l'objet d'une attention particulière dans les rues de [Criel-sur-Mer](#).

Les deux agents de la police municipale ont été dotés d'un

cinémomètre, un appareil permettant de mesurer précisément la vitesse des véhicules circulant dans cette station balnéaire.

Les premiers contrôles avec cet équipement ont été réalisés ce **mardi 28 avril**. Ces contrôles peuvent être effectués dans toutes les rues du village, y compris sur les voies départementales, afin de s'assurer du respect des limitations de vitesse en vigueur.

Collaboration avec Petit-Caux

Le cinémomètre utilisé est mis à disposition régulièrement par la commune de **Petit-Caux**, qui en est propriétaire. Un partenariat a été établi entre les deux municipalités, prévoyant notamment « la participation de Criel-sur-Mer dans l'étalonnage de l'appareil, qui doit être effectué régulièrement », précise **Eric Pruvost**, maire de Criel-sur-Mer.

Dans un premier temps, l'initiative vise à sensibiliser les conducteurs. **Maurice Petit**, adjoint au maire en charge de la sécurité, explique : « La démarche est de sensibiliser les personnes et de leur expliquer les choses ». L'objectif principal est de faire respecter les limitations de vitesse, plutôt que de sanctionner systématiquement.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Toutefois, les conducteurs en infraction majeure ne bénéficieront pas de la même tolérance. Maurice Petit souligne que « lorsqu'il y aura de gros **excès de vitesse** constatés, il y aura **verbalisation**. On ne peut pas être tolérants pour des personnes en gros excès de vitesse ».

Des excès de vitesse fréquents

Les excès de vitesse sont une problématique récurrente à Criel-sur-Mer. Le sujet avait été abordé par de nombreux habitants lors de la **campagne électorale**. « Beaucoup d'habitants nous ont fait remonter le sujet. Certains se sentent en insécurité », rapporte le maire.

Il ajoute : « Dès qu'il y a une portion, même très courte, de ligne droite ça roule vite, c'est impressionnant ». Maurice Petit évoque un incident personnel pour illustrer le problème : « Très tard le soir, il y a une personne qui m'a doublé à très grande vitesse dans la rue du 11 novembre ».

Les autorités locales ont identifié des zones où les infractions sont

les plus fréquentes. Ces secteurs feront l'objet de contrôles réguliers par les agents municipaux, qui ont été formés à l'utilisation du cinémomètre.

Les conducteurs en infraction s'exposent à une amende de **135 €** et à un retrait d'un point sur leur permis de conduire pour tout excès de vitesse inférieur à **20 km/h** en agglomération.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dieppe. Un conducteur étranger, sans permis, et sous OQTF placé en garde à vue après un contrôle routier

Gilles Anthoine

~1 minute

Mardi 28 avril, la police menait une opération de contrôle routier sur le rond-point des Canadiens à Dieppe. A 15h30, les agents repèrent une voiture en mauvais état et décident de la contrôler.

- **A lire aussi.** [Rouen. Interpellé après un excès de vitesse à 109km/h sur le pont Flaubert, l'homme roulait sans permis depuis 2020](#)

Un permis invalide

Le conducteur, étranger, avait du mal à s'exprimer en français. Il a fini par donner ses papiers d'identité. Il s'agit d'un homme de 33 ans. L'assurance du véhicule était en règle mais au fichier des permis de conduire, l'automobiliste n'apparaissait pas. Il a fourni aux policiers un permis de conduire étranger qui n'était plus valide depuis le 28 mai 2015.

De plus, l'homme faisait l'objet d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français). Il a été placé en garde à vue.

Dans une forêt près de Rouen, une jeune femme servait d'appât pour attirer des hommes ensuite passés à tabac

Fabien Massin

7-9 minutes

Deux femmes et un homme ont été condamnés pour avoir agressé et volé des hommes dans la forêt des Essarts (Grand-Couronne), selon un même mode opératoire.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Prostitution](#)

Article réservé aux abonnés



Les faits se sont déroulés chemin de l'Étoile, aux Essarts (Seine-Maritime), connu pour être un lieu de rencontres sexuelles.
(©Capture/Google Street View)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 30 avr. 2026 à 6h28

Les faits sont d'une extrême gravité et **leurs auteurs d'une extrême jeunesse**. À trois reprises au cours de l'été 2024, un groupe de jeunes a agressé et volé trois hommes dans la forêt des Essarts, à

Grand-Couronne, près de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#). Le mode opératoire était le même à chaque fois : une jeune femme servait **d'appât pour attirer les victimes**.

Une route forestière lieu de rencontres sexuelles

Ces dernières étaient ensuite frappées, puis leur voiture volée. Certains agresseurs étaient mineurs au moment des faits, ils ont donc été jugés par le tribunal pour enfants. Trois autres étaient tout juste majeur à l'époque (aucun n'avait plus de 18 ans), deux femmes et un homme : Jessica, Audrey et Mickaël*. Ils ont été entendus par le tribunal de Rouen mardi 28 avril 2026, **devant répondre des faits de vol avec violences et en réunion**.

Les faits se sont déroulés sur chemin de l'Étoile, **un axe connu pour être un lieu de rencontres sexuelles en pleine forêt**. Le scénario était peu ou prou le même. La petite bande arrivait en voiture, c'est Audrey qui conduisait. Arrivé sur place, le groupe se dispersait. Audrey était alors laissée seule sur le chemin. Elle devait attendre qu'un homme vienne l'aborder, engager la discussion, faire un bout de chemin avec lui, puis prévenir ses complices postés non loin.

Le groupe tombait alors sur la victime, la rouait de coups et lui dérobait la clé de sa voiture, pour repartir ensuite avec. Dans l'un des cas tout ne s'est pas passé comme prévu, ils se sont embourbés dans un chemin avec la voiture et l'ont donc incendiée. **L'une des agressions a été particulièrement violente** : la victime a reçu de nombreux coups, notamment à la tête et à une hanche, qui lui ont valu une ITT (incapacité temporaire totale) de 45 jours et de nombreux mois d'hospitalisation pour retrouver une pleine santé.

Devant le tribunal, Jessica, **qui fait figure de meneuse dans le déroulement des faits**, comparait libre, après avoir déjà effectué plusieurs mois de détention provisoire. Elle tente d'expliquer : « Je sais que j'ai fait ces vols, aujourd'hui je regrette le mal fait aux victimes. » Le président lui rappelle alors la gravité des actes commis : « **Une des victimes n'est pas passée loin d'y rester, ou d'avoir de graves infirmités**. Qu'est-ce qui vous est passé par la tête ? »

Des agresseurs qui inhalaient du gaz hilarant

« On était un groupe, tous ensemble, répond alors la jeune femme. Audrey avait eu accident de voiture, elle avait des dettes. **On lui a proposé ce plan pour l'aider à rembourser**. On voulait voler des

voitures pour les revendre. J'ai pas pris conscience des faits, ça aurait pu être beaucoup grave, une personne aurait pu mourir, aujourd'hui je me sens mal d'avoir fait ça. On est tombé dans un engrenage. »

Normalement il ne devait pas y avoir de violences, c'était pas prévu, on devait juste effrayer les victimes.

Sauf qu'à chaque fois il y a bien eu un déferlement de violence. Des violences, Audrey, **qui reconnaît son rôle de conductrice et d'appât**, n'en n'a pas commises, mais elle en a été témoin. Aujourd'hui elle prend ses distances avec le reste du groupe, à commencer par Jessica, la meneuse.

« **Ils étaient sous ballon quand ils portaient les coups** (Ndlr ils avaient inhalé du protoxyde d'azote, un gaz hilarant), raconte-t-elle. Aux victimes, je veux dire que je regrette énormément, je suis prête à payer ce qu'il faut pour eux. J'ai été soulagée quand j'ai été placée en garde à vue. »

On était très proches à un moment donné, mais Jessica a changé de comportement quand elle a commencé à prendre des ballons tous les soirs. Elle est devenue impulsive, il fallait faire ce qu'elle veut.

Mickaël, quant à lui, placé en détention provisoire dans le cadre d'autres méfaits, comparaisait dans le box des accusés. **C'est lui qui a porté les coups les plus violents.** Mais il est resté totalement mutique pendant tout le procès.

Dans ses réquisitions, le procureur de la République estime : « Ils ont été arrêtés avant **mais ils étaient susceptibles de commettre un quatrième fait.** Dans cette affaire il y a un mode opératoire, un effet de groupe, et dans un groupe il y a toujours des éléments moteurs et des éléments suiveurs. On voit également que l'un d'entre eux (Ndlr Mickaël) n'a participé qu'à une des agressions mais a porté les coups les plus graves. »

Lors de sa plaidoirie, l'avocate de Mickaël explique : « C'est un jeune majeur, **mais dans sa tête, c'est encore un enfant.** Il a des fragilités connues de la justice, il a une pathologie, une déficience intellectuelle, et donc une difficulté à comprendre la sanction pénale et les conséquences de son comportement. »

De côté de la défense, l'avocate d'Audrey souligne : « Quand elle a été interpellée elle a immédiatement reconnu sa participation, d'avoir servi d'appât pour les trois victimes. Elle a eu un rôle qui a

son importance, **mais elle a considérablement coopéré.** »

« Il y a eu ce choc de la détention »

Puis, du côté de la défense de Jessica, son avocate explique : « Elle a eu un mot pour les victimes, les faits sont reconnus, leur gravité est établie. **Puis il y a eu ce choc de la détention.** Ce choc a été nécessaire, elle (*Ndlr Jessica*) s'est inscrite dans un processus, de se retrouver face à elle-même. Elle était effondrée d'avoir fait subir ça à sa famille, ça a été un déclic et une marque de prise de conscience. »

Au final, le tribunal a condamné **Jessica à une peine de 4 ans de prison dont 3 avec sursis** (probatoire pendant deux ans, impliquant une obligation de travail et de soins, une interdiction d'entrer en contact avec les autres prévenus), **Audrey à 2 ans de sursis simple**, et **Mickaël à 2 ans dont un avec sursis** (probatoire pendant deux ans, impliquant une obligation de travail et de soins, une interdiction d'entrer en contact avec les autres prévenus).

**Les prénoms ont été modifiés*

Cette peine est susceptible d'appel. Tout justiciable demeure présumé innocent tant que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Les Fêtes Jeanne d'Arc. Le DJ Padre Guilherme remplacé, sonorisation des rues... Quelles nouveautés cette année ?

Justine Carrère

~3 minutes

Les Fêtes Jeanne d'Arc sont de retour à Rouen du jeudi 14 au samedi 16 mai prochains. A cette occasion, la Ville de Rouen et les Vitrites de Rouen, association des commerçants et artisans de Rouen, ont prévu divers rendez-vous. Au programme : marchés médiévaux, déambulations, spectacles, ateliers, etc. Cette année, plusieurs nouveautés sont à découvrir. Les voici.

Le DJ Padre Guilherme remplacé

Sa venue était attendue à Rouen pour jeudi 14 mai à 21h. [Padre Guilherme](#) qui est à la fois prêtre et DJ (et suivi par trois millions d'abonnés sur Instagram) ne viendra finalement pas. *"Je suis même allé en boîte de nuit pour le voir à Séville en février mais aujourd'hui il y a des questions techniques particulièrement exigeantes"*, confie le père Geoffroy de la Tousche, curé de [CathoRouen](#) ce mercredi 29 avril lors d'une conférence de presse. *"Nous avons eu la grande déception d'apprendre que son équipe technique a renoncé à sa venue mais nous ne nous sommes pas laissés abattre par cette nouvelle."* Ce sera finalement le DJ [Charles B](#) qui a plus de 867 000 abonnés sur Instagram qui viendra mixer. *"Le classique rencontre la techno. Il remixe du Mozart, Vivaldi, Beethoven, Rihanna, etc. On aura une belle soirée le jeudi 14 mai sur la place de La Madeleine"*, assure le père de la Tousche. A cette occasion, *"toute la jeunesse de France voudra y participer"*.

Les autres nouveautés des Fêtes Jeanne d'Arc

"Cette année, un pôle littéraire s'installera place de la Pucelle", indique Frédérique Tanguy, bénévole au sein des Vitrites de Rouen. Des exposants de bandes dessinées, de livres et de littérature fantastique seront présents et à l'hôtel de Bourgtheroulde, vous

découvrirez une exposition d'une BD nommée *Cauchon... ou l'homme qui tua Jeanne d'Arc*. Les auteurs seront présents samedi 16 mai pour une séance dédicace. Autre nouveauté, toutes les zones de l'événement seront sonorisées "*excepté la zone Saint-Sever. On aura de la musique de fond qui permettra de créer une ambiance festive*", complète la bénévole. Le pôle restauration situé sur l'esplanade des Beaux-Arts sera complété par un autre pôle situé place Foch rue Jeanne d'Arc. Le grand invité d'honneur samedi 16 mai au soir sera le chanteur Laurent Voulzy. Un concert gratuit est prévu à 20h30 à l'abbatiale Saint-Ouen (ouverture des portes à 19h30). Enfin, la grande parade partira dès 17h30 de la place Saint-Sever et arrivera au Square Verdrel à Rouen.

Pour découvrir le programme complet, rendez-vous sur le site de la [Ville de Rouen](#).

Padre Guilherme annule sa venue aux Fêtes Jeanne d'Arc de Rouen sans donner de raison, un DJ français le remplace

Charlotte Coutard

4-5 minutes

Publié le mercredi 29 avril 2026 à 17:32 Mis à jour le jeudi 30 avril 2026 à 7:51

Padre Guilherme annule sa venue aux Fêtes Jeanne d'Arc de Rouen, apprend ICI Normandie ce mercredi. Le prêtre DJ portugais cumule près de trois millions d'abonnés sur les réseaux, il est remplacé par un DJ français, Charles B, qui mêle électro et classique, suivi par 870.000 abonnés sur Instagram.

C'est une déception, et une incompréhension pour les organisateurs. Padre Guilherme annule finalement sa venue aux fêtes Jeanne d'Arc de Rouen, qui auront lieu du 14 au 16 mai, la nouvelle a été annoncée ce 30 avril. Une manifestation, à la fois religieuse, historique, mais aussi culturelle, populaire et familiale, organisée par la ville de Rouen, l'association de commerçants les Vitrites de Rouen, et le diocèse de Rouen. 200 animations sont prévues dans les rues de la ville, avec également 130 exposants.

Padre Guilherme, le prêtre DJ au près de trois millions d'abonnés sur les réseaux sociaux, devait se produire sur la place de la Madeleine à Rouen, le jeudi 14 mai, jour de l'Ascension. Ce prêtre portugais, mêlant électro et musique religieuse, se produit dans le monde entier. Sans donner de raisons ou d'explications, son équipe a annulé son concert rouennais. *"On n'a pas exactement compris ce qui se passait, peut-être des choses qui n'ont pas été dites, je ne sais pas. Je ne peux pas vous dire les raisons de cette annulation"*, déclare Marie-Cécile Sohier, chargée de mission à Cathorouen, la paroisse de Rouen centre, qui organise ce concert.

Un DJ français pour remplacer Padre Guilherme

Mais un plan B a été trouvé par Cathorouen : Charles B, **un DJ français avec 870.000 abonnés sur Instagram**, remplace Padre Guilherme. Il mêle musique électro et musique classique. Un plan B qui rassemble tout de même 1.870. 534 auditeurs mensuels sur la plateforme d'écoute Spotify.

Les personnes qui ont acheté leur billet (18 euros) et qui ne veulent pas voir Charles B pourront se faire rembourser. Les autres pourront convertir leur billet, 5.000 places sont en vente. Les 5.000 programmes, déjà imprimés, annonçant la venue de Padre Guilherme aux Fêtes Jeanne d'Arc de Rouen, ne vont pas être réimprimés, question de budget.

Laurent Voulzy sera également en concert, à l'abbatiale Saint-Ouen, le samedi 16 mai à 20h30. C'est gratuit, réservations *(<https://formulaire.demarches.rouen.fr/culture/inscription-au-concert-de-laurent-voulzy/>) [ur le site de la ville de Rouen](#). Votre radio **ICI**

Normandie est partenaire de ces Fêtes Jeanne d'Arc 2026.

- [Patrimoine culturel](#)
- [Concerts](#)
- Jeanne D'Arc

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le prêtre portugais Padre Guilherme, DJ aux près de trois millions d'abonnés sur Instagram, va donner un concert sur une place de Rouen le 14 mai, jeudi de l'Ascension, pour l'ouverture des Fêtes Jeanne d'Arc.

Le 15/04/2026 à 12:33

- Les Fêtes médiévales Jeanne d'Arc font leur retour à Rouen ce jeudi 29 mai. Découvrez le programme des festivités.

Le 28/05/2025 à 18:36

- Voici le programme et les nouveautés pour les fêtes Jeanne d'Arc à Rouen qui se dérouleront à la fin du mois de mai.

Le 07/05/2025 à 19:37

- Deux actions ont été organisées ce jeudi matin à Rouen dans le cadre du mouvement "Bloquons tout" : le lycée Jeanne d'Arc a été bloqué et des personnes se sont rassemblées devant l'université, campus Pasteur.

Le 25/09/2025 à 12:20

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Prix du gaz et des carburants, aides sociales et repas étudiant... Ce qui change le 1er mai

Christophe Frebou

5-6 minutes

Les dépenses des ménages et des entreprises sont lourdement impactées par le coup de l'énergie. A fortiori dans le contexte international actuel. En mai 2026, bis repetita même si des mesures du gouvernement sont prolongées ou amplifiées.



Les prix de l'énergie seront de nouveau au cœur de l'actualité des finances des ménages et des entreprises en mai 2026. - Photo d'illustration Pixabay



Par [Christophe Frebou](#)

Publié: 30 Avril 2026 à 09h27 Temps de lecture: 3 min

« Le joli mois de mai » comme le chantait Marcel Amont. Il a beau être joli, il n'en réserve pas moins des surprises, dont certaines que n'apprécieront pas nécessairement vos finances.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Très forte hausse du gaz

Ainsi partir du 1er mai 2026, le prix repère de vente de gaz croît fortement, de 15,4 % en moyenne. Une augmentation qui concerne les consommateurs aux offres indexées au prix repère de vente de gaz. Une hausse des prix sur les marchés du gaz directement liée à la crise au Moyen-Orient.

Hausse du prix des carburants

Certains gros consommateurs de carburant vont, en revanche, pouvoir souffler. Le gouvernement prolonge et adapte son dispositif de compensation de la hausse du prix des carburants, elle aussi directement liée au conflit en Iran, en ciblant les bénéficiaires.

Plusieurs professions particulièrement touchées verront leurs aides revalorisées dès le mois de mai 2026. Dans le secteur de l'agriculture, l'aide sur le gazole non routier (GNR) sera portée à 15 centimes d'euro par litre. Concernant la pêche, le soutien passera à 30 à 35 centimes par litre. Un nouveau secteur intègre le dispositif : il s'agit du Bâtiment et travaux publics (BTP). Les entreprises, notamment celles de moins de 20 salariés, bénéficieront d'une aide dès début mai, avec une première enveloppe permettant d'atteindre environ 20 centimes par litre.

L'indemnité dite « grands rouleurs » est reconduite. Elle octroie une réduction moyenne équivalente à 20 centimes par litre pour trois millions de travailleurs appartenant à la moitié la moins aisée de la population. Les critères d'éligibilité restent stricts. Pour rappel, il faut résider à plus de 15 kilomètres de son lieu d'exercice professionnel ou pouvoir justifier d'un kilométrage annuel supérieur à 8 000 kilomètres liés au travail.

Code des douanes

Cette mesure n'aura certes pas d'impact sur l'immense majorité des particuliers mais pourrait faciliter la vie de nombreuses entreprises. Dès le 1er mai 2026, le code des douanes est entièrement réorganisé. C'est promis, les règles sont plus claires et plus faciles à comprendre.

Repas étudiant à 1€

Dès le 4 mai 2026, le repas à 1 euro sera progressivement étendu à

tous les étudiants dans les restaurants universitaires. Il sera accessible notamment aux titulaires d'une carte d'étudiant, aux titulaires d'une carte d'étudiant des métiers, aux doctorants.

Nationalité française

À partir du 1er mai 2026 également, plusieurs démarches liées au séjour et à la nationalité en France voient leurs coûts augmenter, par l'effet d'une revalorisation des timbres fiscaux. Le coût d'une première délivrance de titre de séjour passe à 350 euros (contre 225), et à 150 euros en tarif réduit (contre 75). Le renouvellement passe à 250 euros (contre 225), avec un tarif réduit à 100 euros. Une taxe de 100 euros est également instaurée pour les autorisations provisoires de séjour.

Aides sociales et prime d'activité

Le mois de mai apportera quelques bouffées d'oxygène aux foyers les plus modestes. Les aides sociales ont fait l'objet d'une revalorisation légale de 0,9 % actée en avril 2026. Mais en raison des délais bancaires, c'est lors du versement prévu autour du 5 mai 2026 que les bénéficiaires constateront la légère augmentation. Près de trois millions de ménages vont bénéficier d'une hausse significative de leur prime d'activité. Le gouvernement a acté une augmentation de 50 euros par mois pour cette aide.

Lire aussi

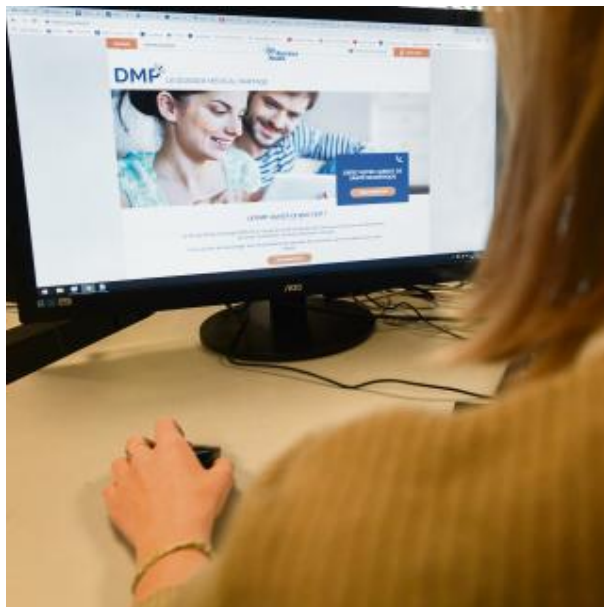


[Évaluation des lycées 2026 : qui sont les meilleurs et les moins bons dans la métropole de Rouen ?](#)





[Parcoursup, après les vœux, la procédure continue](#)



[Orthodontiste suspendue pour escroquerie à Rouen : comment récupérer son dossier médical ?](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Au Havre, les quelque 70 enfants et leurs familles qui dorment à la rue auront-ils bientôt un toit ?

Vanessa Leroy

4-5 minutes

Au Havre, une quarantaine de familles dont 70 enfants, pour la plupart scolarisés, n'ont pas de toit et sont ballottées ci et là. Les associations réclament des solutions pérennes.

Sur le même thème

[Famille](#)

[Logement](#)

[Migrants](#)



Au Havre, une quarantaine de familles dont 70 enfants pour la plupart scolarisés n'ont pas de toit, comme ces trois parents qui témoignent, et sont ballottées ici et là. Les associations réclament des solutions pérennes. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 29 avr. 2026 à 20h16

Ils s'appellent Françoise, Véronique ou encore Albert*. Arrivés d'Afrique ou de l'Europe de l'Est par exemple et demandeurs

d'asile pour la plupart, ils **vivent depuis plusieurs années** au [Havre](#) dans des conditions plus que précaires, souvent **ballottés de logement en logement pour une nuit ou deux**.

Au total, **une quarantaine de familles dont 70 enfants scolarisés** dans des écoles de la ville seraient ainsi dans cette situation **tout au long de l'année** selon les associations qui leur viennent en aide comme RESF (Réseau d'éducation sans frontière), Ahseti (Association havraise de solidarité et d'échanges avec tous les immigrés) ou encore Femmes Solidaires.

Depuis la fermeture, le 8 avril 2026, du [centre d'hébergement Guy-Môquet](#), ouvert en novembre 2025 pour la période hivernale dans le quartier de Caucriauville, quarante personnes qui y avaient trouvé refuge – des femmes avec enfants – n'ont plus de toit et doivent **appeler le 115 tous les jours** pour trouver une solution d'urgence.

Les associations demandent « des solutions pérennes »

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue ce mercredi 29 avril 2026 à la maison des syndicats au Havre, les représentants de ces assos ont tenu à tirer à nouveau la sonnette d'alarme sur les places d'hébergement en urgence, comme ils l'avaient déjà fait [il y a un an](#). « Cela fait des années qu'**on alerte pour demander des solutions pérennes** », indique Véronique Ponvert de RESF.

Il y a des logements vacants au Havre. Après, c'est une question politique...

C'est également ce que souhaitent les familles : un toit pour une durée de quelques mois, sans avoir à imposer à leurs enfants d'être trimbalés de centre en centre. « **On ne demande pas un trois-pièces, juste un endroit stable. C'est compliqué de vivre au jour le jour** », confie Françoise*, maman d'un enfant de 2 ans, originaire de la République du Congo.

Avec son mari, elle est arrivée en France en juin 2023 et au Havre au printemps suivant. Leur demande d'asile a été déboutée et ils sont convoqués devant le tribunal administratif de Rouen dans les prochains jours. « On doit libérer la place à l'Armée du Salut », où ils sont actuellement hébergés. Sans savoir où aller ensuite...

Des rendez-vous avec la sous-préfète et un adjoint au maire

À ses côtés, Véronique* acquiesce. Au Havre depuis quatre ans, cette maman solo vient aussi de la République du Congo. « J'étais enceinte. Je connaissais quelqu'un au Havre. » Une personne qui l'héberge le temps qu'elle effectue ses démarches.

Malheureusement, sa demande d'asile a elle aussi été refusée. Convoquée il y a quelques jours par le tribunal administratif, **elle vit la peur au ventre.**

À n'importe quel moment la police peut arriver. Je suis tout le temps stressée.

Dans sa bouche, les mêmes mots reviennent : « Je veux un toit pour être avec mes filles. Je me bats pour elles, pour qu'on ne soit pas à la rue. Je n'ai pas envie qu'elles changent de logement tous les jours. »

Si la situation semble bloquée depuis plusieurs années, les associations ont obtenu **deux rendez-vous importants** : le 6 mai 2026 avec la sous-préfète de l'arrondissement du Havre Elsa Pépin et le 22 mai avec le premier adjoint au maire du Havre Jean-Baptiste Gastinne.

**Les prénoms ont été modifiés pour garantir l'anonymat des personnes interrogées.*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Plutôt un plein de course ou un plein d'essence ? Près du Havre, les aides à domicile d'Amapa sont en colère

Louise Boutard

4-5 minutes

A Harfleur, près du Havre, une centaine de manifestants ont demandé une augmentation des salaires et des indemnités kilométriques pour les aides à domicile d'Amapa, mardi 28 avril.

Sur le même thème

[Carburants](#)

[Manifestations](#)

[Salaires](#)



À Harfleur, plusieurs dizaines de personnes ont manifesté devant l'entreprise AMAPA pour demander une meilleure reconnaissance salariale et des frais kilométriques plus élevés. (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 29 avr. 2026 à 6h30

« On vit dans notre voiture, et vu le prix à la pompe en ce moment, je trouve que c'est quand même épuisant. » **Les aides à domicile de l'entreprise AMAPA** ont fait savoir leur colère face à des indemnités

kilométriques et des salaires trop faibles. Après [une première mobilisation en décembre](#), une centaine de personnes ont manifesté devant l'entreprise à [Harfleur, près du Havre](#), mardi 28 avril 2026.

Plein d'essence ou plein de course

Pour 120 heures, l'une gagne 1 160 euros par mois. « Pour 104 heures, je suis à 980 euros », ajoute sa collègue. « En 130 heures, 1 300 euros », puis « 1 400 euros pour un 140 heures ». **« On est précaires, les salaires ne suivent pas »**, résume la représentante syndicale Teresa Tortora. « Mais à côté, il y a l'essence aussi. Il y a l'essence qu'on paye beaucoup ».

« J'ai mis un plein d'essence il y a deux semaines, qui est déjà parti. Donc, on compte 100 euros et bam », raconte une aide soignante, énervée. Pour certaines de ces personnes, il s'agit de **choisir entre effectuer un plein d'essence pour aller travailler ou faire un plein de courses** pour la famille.

Les collègues, à la fin du mois, ils se mettent en arrêt maladie parce qu'ils n'ont pas d'essence à mettre dans leur voiture. Donc ils préfèrent se mettre en arrêt et attendre le 5 pour pouvoir faire le plein d'essence. Vous vous rendez compte ? C'est pour ça qu'on a un taux énorme d'arrêts maladie.

Actuellement, les aides à domiciles d'AMAPA sont remboursés à hauteur de 38 centimes du kilomètre. Trop peu face à la hausse du carburant récente. « J'ai envoyé un courrier à la direction demandant une augmentation à 45 centimes. Du coup, ils nous ont accordé 41 centimes. C'est-à-dire qu'ils ne nous ont augmentés que de 3 centimes », explique Teresa Tortora.

« Il faut absolument que notre métier soit reconnu »

Les syndicats n'ont pas été reçus par la direction le matin de la mobilisation. « Nous serons là jusqu'à ce qu'elle nous reçoive, sinon les interventions ne reprendront pas cet après-midi ».





A Harfleur, une centaine de personnes se sont mobilisées mardi 28 avril 2026. (©LB/76actu)

Le 1er mars 2026, une nouvelle direction a pris place suite au rachat de la filiale AMAPA par OHSMOSE (qui appartenait auparavant à Avec). « Beaucoup de collègues n'ont **pas encore reçu de bulletin de salaire**. On a reçu la paie, c'est déjà pas mal... On ne connaît pas la nouvelle direction », déclare Teresa Tortora.

Pourtant, ces aides à domicile affirment qu'elles **aiment encore leur métier** : venir en soutien à des personnes âgées ou en situation de handicap. D'ailleurs elles ont effectué une tournée auprès de leurs patients avant de venir manifester à 10 h. « Ce sont des personnes qui nous attendent vraiment **avec un grand sourire**, nous le matin quand on arrive. »

Comme j'ai dit toujours à toutes mes collègues, pour faire notre métier, il faut l'aimer, sinon on ne pourra pas.

« Je me rappelle que dans la période Covid, tout le monde nous a applaudis au balcon, parce qu'on était essentiels sur le terrain. Et maintenant les aides à domicile, ils sont où ? Donc là, **il faut absolument que notre métier soit reconnu**, et je ne lâcherai pas. »

Contactée par 76actu, la direction AMAPA OHSMOSE locale n'a pas souhaité commenter.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Normandie. La région choisie parmi les premières à demander les antécédents judiciaires pour le travail avec des enfants handicapés

Mathilde Rabaud

2-3 minutes

La Normandie sera parmi les premiers territoires à appliquer ce nouveau dispositif voulu par le gouvernement. Dès les prochains mois, les professionnels et bénévoles travaillant auprès d'enfants en situation de handicap devront présenter une **attestation d'honorabilité**.

Ce document prouve l'absence de condamnation inscrite au casier judiciaire ainsi que l'absence d'enregistrement au fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes. Sans cette validation, il ne sera pas possible d'exercer dans les établissements concernés.

Pourquoi la Normandie est concernée dès 2026 ?

Le décret place la Normandie dans la première vague de déploiement, aux côtés de l'Ile-de-France, du Grand Est ou encore des Hauts-de-France. Ce choix permet une mise en œuvre rapide dans plusieurs régions pilotes avant une généralisation nationale prévue d'ici juin 2027.

Pour les structures normandes, cela signifie une adaptation rapide des procédures de recrutement et de contrôle interne.

Ce que les établissements normands devront vérifier

Le contrôle devra être réalisé avant l'embauche ou le début d'une mission bénévole. Ensuite, des vérifications régulières seront maintenues. Si une condamnation définitive intervient par la suite, l'attestation deviendra automatiquement invalide.

Les associations, instituts spécialisés, foyers et structures médico-sociales de Normandie sont directement concernés.

Une réponse face aux violences sexuelles

Selon la Ciivise, près de **160 000 enfants** sont victimes chaque année de violences sexuelles en France. Les enfants handicapés restent particulièrement exposés, avec un risque **2,9 fois plus élevé**.

Le gouvernement veut donc renforcer la sécurité dans les lieux accueillant ces publics fragiles.

Et après la Normandie ?

Le dispositif sera progressivement étendu en 2027 aux structures accompagnant les adultes en situation de handicap, puis en 2028 aux établissements pour personnes âgées.

La Normandie devient ainsi l'une des premières régions à appliquer cette nouvelle politique de prévention.

avec AFP

Ville de Rouen. La CGT joue le rapport de force et annonce un mois de grève avant des négociations

Pierre Durand-Gratian

3-4 minutes

Le préavis court du [1^{er} mai](#) au 31 mai et couvre l'ensemble du personnel de la Ville de Rouen et du CCAS. Il a été déposé par la CGT Territoriaux de Rouen, syndicat majoritaire chez les agents, en vue de nouvelles négociations qui doivent intervenir le 22 mai. Ce préavis renouvelable existait depuis déjà plusieurs mois mais a été mis en suspens en avril après les élections. *"On attendait des réponses à nos revendications mais les réponses du maire sont floues et ne sont pas claires, donc on renouvelle le préavis"*, explique Guillaume Larose, secrétaire général du syndicat CGT Territoriaux de Rouen.

Des blocages à venir ?

"Chacun est libre de faire grève en fonction de ses attentes et de ses conditions de travail", insiste Guillaume Larose, qui souhaite pouvoir lever ce préavis au plus vite. Il s'agit plus d'un moyen de pression en vue des négociations mais la CGT *"n'appelle pas au blocage mais au dialogue social constructif et serein"*. Il l'assure : *"Tant qu'il n'y a pas de préavis de grève, il n'y a pas de négociations avec l'employeur. C'est toujours comme ça que l'on a gagné des luttes, par la revendication et la mobilisation."*

Ces revendications datent de plusieurs mois et étaient laissées en suspens dans l'attente [des élections municipales](#). *"Maintenant que l'on est dans une continuité, on attend des dispositifs très rapidement"*, insiste Guillaume Larose.

Quelles revendications ?

Parmi les revendications, la CGT met en avant une meilleure reconnaissance de la pénibilité des métiers des agents. *"Là, on nous*

demande de choisir deux ou trois métiers sur un panel de 90 métiers, ce qui n'est pas acceptable."

La CGT souhaite aussi notamment l'augmentation du régime indemnitaire pour les policiers municipaux.

Dernièrement, des demandes ont aussi été faites pour compenser la hausse des prix du carburant, notamment pour les agents qui habitent le plus loin. *"On peut réorganiser les services sur des semaines de quatre jours pour réduire les frais ou élargir le télétravail, explique Guillaume Larose, le maire nous a répondu que c'est une conjoncture nationale et que l'on ne peut rien faire localement..."*

Contactée, la mairie répond simplement pour l'heure que la CGT de la Ville de Rouen *"dépose des préavis de grève pour un ou plusieurs mois depuis de nombreuses années"* et que *"le maire a déjà informé la CGT qu'il la recevra prochainement pour échanger sur l'agenda social 2026-2027, comme il le fera pour toutes les organisations syndicales"*.

La CGT le précise, à propos de la réunion du 22 mai. S'il n'y avait pas de compromis satisfaisant, des blocages plus durs pourraient intervenir, notamment pendant les festivités organisées par la Ville.

Villes Soeurs : Une vice-présidence pour Eu, Mers-les-Bains et Gamaches restent à quai

Jérôme Buresi

6-8 minutes

La ville de Mers-les-Bains n'intègre pas la gouvernance de la communauté de communes. « Nous perdons l'identité des Villes Soeurs », a regretté le maire de Beauchamps.

Sur le même thème

[CC Villes Sœurs](#)

[Eddie Facque](#)

[Emmanuel Maquet](#)



L'objectif de cette nouvelle réunion était donc d'élire trois vice-présidents supplémentaires et trois conseillers délégués.

©L'Informateur d'Eu

Par [Jérôme Buresi](#) Publié le 30 avr. 2026 à 6h46

Les sœurs sont toujours fâchées.

Mardi 28 septembre 2026, les élus étaient réunis pour ajouter de nouvelles têtes à la direction de la [Communauté de Communes](#)

[des Villes Sœurs \(CCVS\)](#).

Les élus étaient déjà réunis jeudi 9 avril. **Eddie Facque** avait alors été réélu président de la CCVS en battant Emmanuel Maquet d'une seule voix.

Après l'élection des vice-présidents, Eddie Facque avait annoncé sa volonté d'ouverture.

L'objectif de cette nouvelle réunion était donc d'élire

- trois vice-présidents supplémentaires
- et trois conseillers délégués.

Vidéos : en ce moment sur Actu

La ville d'[Eu](#), la commune la plus peuplée de l'intercommunalité, décroche une vice-présidence. En revanche, aucun élu de [Mers-les-Bains](#) n'a intégré la gouvernance.

Un dernier *plot twist* a marqué la soirée avec l'élection d'un candidat dissident pour le poste de 11^e vice-président.

Nicolas Catteau, le maire d'Incheville, s'est imposé face au candidat présenté par Eddie Facque : Patrick Grosjean, le maire de Gamaches.

« Je n'ai pas pu trouver de solution »

Eddie Facque, le président, a reconnu : « Si j'ai présenté ma candidature, ce n'était pas avec une philosophie politique mais pour rechercher l'intérêt commun. Je suis content d'être devant vous pour présenter une ouverture de gouvernance ».

Il a toutefois exprimé son regret de ne pas être parvenu à un accord avec les élus de Mers-les-Bains.

J'ai contacté le maire, mais je n'ai pas pu, par respect pour le reste de l'équipe, accéder à ses demandes, tant sur sa place dans la gouvernance que sur la nature précise des délégations sollicitées

Le président a ajouté : « Un accord de gouvernance ne peut exister que si des concessions réciproques sont faites. Je n'ai pas pu trouver de solution, même en proposant d'intégrer d'autres représentants de la commune ».

Originaire de Mers-les-Bains, Eddie Facque a tenu à rassurer : « **Les Mersoïses ne seront pas pour autant oubliés**. Treize autres communes n'ont pas de représentant au sein de la communauté et elles jouent pleinement le jeu de la représentation et de la

confiance ». Il a également précisé qu'un poste reste potentiellement ouvert, laissant ainsi la porte ouverte à un futur accord.

« Pour l'intérêt général »

Emmanuel Maquet, le maire de Mers-les-Bains, a apporté une réponse détaillée.

« Il fallait réunir les conditions d'un rassemblement en favorisant un esprit de coalition plutôt qu'une simple logique de ralliement. Dans une logique de coalition, j'étais disposé à rejoindre l'exécutif avec des idées que j'avais exprimées lors de l'élection de la présidence, sans attaques personnelles, mais pour l'intérêt général, avec une vision du territoire ».

Il dit avoir pris acte de cette absence d'accord, en indiquant toutefois que son intention n'était pas de systématiquement bousculer l'exécutif.

C'est l'intérêt général qui doit nous animer. Quand on est d'accord sur tout, c'est qu'on ne pense plus rien.

Jean-Charles Vitaux, vice-président de la CCVS et maire de Beauchamps, a affiché son étonnement. « Ce n'est pas la vision que je me fais d'une communauté. Nous perdons ce soir l'identité des Villes Sœurs. Vous nous demandez de signer un chèque en blanc à une gouvernance dans laquelle cette identité ne sera pas représentée. Ce n'est pas concevable pour moi ».

Autre vice-président, **Marcel Le Moigne**, le maire d'Ault, a plussoyé : « Je regrette vivement que les Trois Villes Sœurs ne soient pas toutes les trois représentées ».

Une aire pour les gens du voyage

C'est une patate chaude qu'on se refile depuis trop longtemps : la création d'une aire de grand passage pour les gens du voyage. C'est pourtant une obligation légale. Faute d'accord entre la Communauté de Communes des Villes Sœurs (CCVS) et celle du Vimeu pour cette implantation, l'État a tranché : elle doit être créée sur un terrain de 4 ha, au cœur de la zone d'activités, sur la commune de Saint-Quentin-Lamotte. "Pour l'instant, nous avons eu notification de la décision, mais nous sommes en attente de l'arrêté préfectoral", souligne Eddie Facque, président de la CCVS. Il indique ne pas vouloir faire de recours, mais plutôt entrer en négociation pour une installation sur d'autres terrains disponibles.

"Nous ne sommes pas dans les clous sur ce sujet, faute d'un accord pour l'implantation". Il souhaite cependant faire valoir des arguments pour une autre localisation. "Ce sont des terrains que nous avons acquis pour le développement économique et la création d'emplois". Le maire pointe aussi des difficultés pour la circulation et l'accès des secours. "Il y a une voirie qui dessert les grandes entreprises, notamment SGD Pharma".

Les élus sont...

- Au poste de neuvième vice-président, Bruno Saintyves, maire du Mesnil-Réaume, a été élu avec 30 voix pour, contre 13 bulletins blancs et 4 bulletins nuls.
- Au poste de dixième vice-président, Robin Devogelaere, maire de la ville d'Eu, a été élu avec 38 voix et 9 bulletins blancs.
- Au poste de onzième vice-président, Nicolas Catteau, maire d'Incheville, a été élu avec 22 voix contre 21 voix pour Patrick Grosjean et 4 bulletins blancs.

Les trois conseillers communautaires délégués élus sont

- Agnès Join, maire de Melleville,
- Sabine Barthélémy, maire de Friaucourt,
- et Vincent Morand, maire d'Oust-Marest.

Les délégations seront annoncées lors d'une prochaine réunion du conseil communautaire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dégradations, actes de vandalisme... Ce maire de Seine-Maritime veut sanctionner lui-même ces agissements

Pauline Defoix

4-5 minutes

Suite à des dégradations commises durant le week-end du 25 et 26 avril, aux Grandes-Ventes, le maire, remonté, aimerait sanctionner par lui-même ces comportements.

Sur le même thème

[Nicolas Bertrand](#)

[Pays de Bray](#)



Pouvoir sanctionner soi-même les responsables d'incivilités, la volonté du maire des Grandes-Ventes, Nicolas Bertrand, à travers un protocole signé avec la procureure de Dieppe. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 29 avr. 2026 à 12h16

C'est un triste constat que le maire des [Grandes-Ventes \(Seine-Maritime\)](#), Nicolas Bertrand a fait lundi 27 avril au matin, accompagné de son adjointe chargée des quartiers et hameaux, Séverine Henry ainsi que du **policier municipal**.

Des dégradations et des actes de vandalisme ont été commis sur la commune. Les faits se sont produits « notamment au hameau de la Grande rue, rue du Frêne et rue de la Saussaye », indique le maire.

Du mobilier urbain dégradé

Des boîtes aux lettres d'habitants explosées, aux vitres d'abribus cassées, en passant par du mobilier urbain renversé et la signalisation verticale pliée, les dégâts sont nombreux...

Des faits qui sont tout simplement inacceptables. Je ne peux et ne cautionnerai jamais de tels agissements.

Des propos qu'il a réaffirmés lors de la dernière séance du conseil municipal le même jour.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans la foulée, Nicolas Bertrand a fait un point avec [le policier municipal](#) « afin qu'un travail de terrain soit effectué », a-t-il indiqué lors du dernier conseil à son équipe et le public présent. Et d'ajouter que « des soupçons sérieux se dirigent vers certaines personnes ».

Sanctionner soi-même les « casseurs »

Un maire qui a clairement réaffirmé sur ses réseaux comme lors du dernier conseil municipal avoir « fait de la sécurité une priorité de l'action municipale » depuis son élection en 2018.

Pour avoir une chance d'identifier les responsables de ces dégradations et actes de vandalisme, [des caméras](#) sont en place depuis plusieurs années dans la commune.

« Quatre caméras supplémentaires ont récemment été installées, portant à 18 le nombre total sur la commune », a-t-il rappelé, tout en reconnaissant « qu'il n'est pas possible de placer de la vidéoprotection à chaque angle de rue ni de mobiliser une police municipale 7 J/7 ».

Rallumer ou non l'éclairage public dans toutes les rues ?

Ces actes d'incivilités, mais aussi « des tentatives de cambriolages récentes ainsi que des faits de tapages nocturnes » ont remis une question sur la table : doit-on rallumer l'éclairage public dans l'ensemble de la commune la nuit ?

À noter que depuis 2017, seules les rues de Dieppe et de Paris restent éclairées, « dans les autres, l'éclairage est éteint de 23h à 6h

du matin ». Une question qui sera abordée lors d'un prochain conseil municipal en juin avec l'ensemble de l'équipe, « pour ne pas prendre une décision à la hâte et ne pas tomber dans la paranoïa », déclare le maire.

[Nicolas Bertrand](#) a déclaré par ailleurs « le dépôt d'une plainte au nom de la commune » et la signature d'un protocole prochainement avec [la Procureure de la République de Dieppe](#) « afin de me permettre de procéder à des rappels à la loi et de sanctionner directement certains comportements ».

Il a réaffirmé sa volonté de continuer de faire « des Grandes-Ventes un centre bourg où il fait bon vivre. Nous ne laisserons pas quelques individus remettre cela en cause ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Fécamp. Déjà 500 000€ de travaux après le passage de la tempête Goretti

Célia Caradec

3-4 minutes

A Fécamp, on se souviendra longtemps de la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026. [Dévasté par la houle, le front de mer était méconnaissable](#), après le passage de [la tempête Goretti](#). Trois mois plus tard, des travaux sont en cours pour rendre à la promenade, le long du boulevard Albert 1^{er}, son visage traditionnel. *"Dès le lendemain de la tempête, des équipements ont été commandés pour remplacer ceux qui ont été détruits. Les agrès sportifs ont été installés la semaine dernière, les jeux pour enfants sont en cours de livraison"*, explique le maire, David Roussel, mardi 28 avril.

"Le front de mer, c'est notre vitrine"

Pour l'heure, le platelage, c'est-à-dire l'espace en bois recevant habituellement les terrasses du Red Rock et de la crêperie Les Falaises, sur la promenade, est en cours de restauration. Deux terrasses provisoires ont donc été installées sur la chaussée. *"L'enjeu, c'est de permettre la reprise de l'activité économique. Une cinquantaine d'emplois sont en jeu sur la saison, souligne le maire, le front de mer, c'est la vitrine de Fécamp."*



Les aires de jeux seront réinstallées prochainement. - Célia Caradec

Le poste de secours, détruit par la tempête, sera réinstallé à partir du dimanche 7 juin, mais il sera désormais retiré chaque hiver. Des jardinières vont par ailleurs venir égayer la promenade.

David Roussel, maire de Fécamp

00:00

00:33

0:00 / 0:00

Cette phase de travaux "cosmétiques" précède une phase plus importante. L'implantation de nouveaux ouvrages de défense contre la submersion marine devrait être décidée à l'issue d'une étude menée conjointement avec le syndicat mixte du littoral de Seine-Maritime. *"On remarque que, sur la partie de la plage proche de l'ancien casino, les ouvrages ont résisté, ce qui n'est pas le cas des blocs de granit, qui ne seront pas réinstallés"*, note David Roussel.



Le platelage qui accueillait les terrasses de certains restaurants, trop endommagé, est pour le moment neutralisé. - Célia Caradec

Ce granit, qui représente près de 120m³ de débris, a été évacué et sera réemployé par des entreprises et la Ville, pour créer du mobilier urbain. Pour l'heure, des garde-corps en inox ont été installés en remplacement de ces blocs, pour éviter les chutes.

Deux terrasses provisoires sont implantées sur le boulevard Albert 1er, où la circulation se fait donc à sens unique. Deux terrasses provisoires sont implantées sur le boulevard Albert 1er, où la circulation se fait donc à sens unique. - Célia Caradec

Cette première phase de travaux d'embellissement a déjà un coût important : *"au bas mot 500 000€, mais nous sommes en attente d'aides de l'Etat"*, indique le maire, qui rappelle par ailleurs que [l'état de catastrophe naturelle a été reconnu, pour Fécamp](#). Il doit permettre des indemnisations plus rapides pour les sinistrés, au moins une cinquantaine de particuliers ou entreprises, sur Fécamp.

David Roussel, maire de Fécamp

00:00

00:37



0:00 / 0:37



[En images] Fécamp. Tempête Goretti : où en sont les aménagements du front de mer ?

Valentin Carpentier

~3 minutes

En janvier dernier, la tempête Goretti s'abattait sur les côtes cauchoises, notamment à Fécamp. Les fortes rafales de vent, certaines atteignant plus de 150 kilomètres/heure, ainsi que les vagues ont causé d'énormes dégâts sur le front de mer. Depuis, la promenade et le boulevard Albert 1^{er} sont de nouveau praticables mais les stigmates sont toujours visibles. On fait le point sur les travaux réalisés et sur ce qui reste à faire.



La remise en état du front de mer passe aussi par le retour des équipements familiaux. Ces aménagements répondent aussi à un enjeu d'attractivité : "Souvent les enfants jouent ici, les parents viennent consommer", souligne-t-il.



Afin de permettre aux restaurateurs d'installer des terrasses sur la route, le boulevard Albert 1er est devenu à sens unique. Il est possible pour les usagers de la route d'aller vers le casino mais pas d'y revenir via le boulevard.

"Il faut préparer la saison"

A quelques semaines de l'été, la Ville de Fécamp s'active sur le front de mer. *"On a pu nettoyer, sécuriser rapidement. Il faut préparer la saison"*, explique le maire David Roussel. L'objectif, être prêt pour accueillir Fécampoïses et touristes lors des beaux jours, quitte à engager des aménagements provisoires. *"Pour cette année, on fait du cosmétique sur le front de mer"*, précise l'édile. Les blocs de granit, jugés dangereux après avoir été projetés par la mer, ont été

retirés. En parallèle, des nouveaux garde-corps, provisoires, ont été installés. De plus, les jeux pour enfants vont bientôt être posés. *"Nous les avons commandés dès janvier mais les délais de livraison sont longs, détaille David Roussel. Ils devraient arriver d'ici quelques semaines."* Au-delà de l'urgence, la réflexion s'inscrit dans le long terme. Le maire évoque des études en cours pour de futurs aménagements plus lourds face au risque de submersion.



Pour soutenir l'activité économique, la Ville a autorisé l'installation de terrasses provisoires sur une partie du boulevard Albert 1er. L'enjeu est important : *"C'est quand même une cinquantaine d'emplois qui sont à la clé"*, lance le maire.



La sécurisation du site a nécessité la mise en place de nouveaux garde-corps. D'autres aménagements sont envisagés mais ces garde-corps constituent une première réponse pour accueillir le

public en toute sécurité.

Face au déficit de pluie, comment se portent les nappes phréatiques dans l'Eure et en Seine-Maritime ?

Violaine Gargala

~4 minutes

Si en surface les terres subissent une sécheresse en ce mois d'avril 2026, qu'en est-il en profondeur, dans les nappes phréatiques ? On fait le point dans l'Eure et en Seine-Maritime.



En Seine-Maritime, les débits se situent pour la plupart légèrement en dessous de la moyenne annuelle. - Photo d'illustration Paris Normandie - Stéphanie Péron Clément



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 29 Avril 2026 à 17h07 Temps de lecture: 2 min

Le mois d'avril accuse un déficit de pluviométrie. Si en surface les plantes [manquent d'eau](#), qu'en est-il des nappes phréatiques ?

Dans l'Eure la saison de recharge, de septembre à mars, a été déficitaire « *en pluviométrie, excepté en février, très excédentaire* », présente Guillaume Henrion, responsable du pôle territorial de

l'eau à la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de l'Eure.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sur les sept piézomètres (permettant de surveiller les variations de niveau de nappe phréatique) répartis sur le département, *« seul celui du secteur de la Risle amont est en descente continue depuis un an »*. Les [nappes phréatiques](#) sont ici sous surveillance. Partout ailleurs, elles sont dans la moyenne.

Recharge insuffisante

Concernant les cours d'eau, *« il y a des endroits où l'on commence à subir un déficit depuis janvier mais rien d'alarmant »*. Mais s'il ne pleut pas du tout en mai, *« on pourrait se retrouver proche du seuil vigilance sécheresse en début d'été »*. En 2023, année de forte sécheresse, *« dès le mois de mars on avait des secteurs en vigilance. On en est loin »*, rappelle le responsable.

En Seine-Maritime, le constat est quasiment le même : *« Sur la période de septembre 2025 à avril 2026, seuls deux mois sont [excédentaires](#) en pluviométrie. Cela a pour conséquence une recharge des nappes insuffisante, même si leur niveau se situe aujourd'hui autour de la moyenne »*, indiquent les services de l'État. S'agissant des cours d'eau, dont le débit dépend du niveau des nappes et dans une moindre mesure de la pluviométrie, les débits se situent pour la plupart légèrement en dessous de la moyenne annuelle. *« La situation est donc moins favorable que l'année dernière à la même période »*, indique la préfecture de Seine-Maritime. Si la situation ne présente pas à ce stade de caractère exceptionnel, des restrictions d'usage de l'eau pourraient être envisagées durant la période estivale si la faiblesse des précipitations se poursuit.

Lire aussi





[Le secteur bancaire ne connaît pas la crise, c'est le cas du Crédit agricole Normandie Seine](#)



[Les boulangers ouverts en Normandie au 1er mai : « La double paie, ça fait un plein d'essence »](#)



[Série 2/3. 60 ans de l'université de Rouen : Ingénium, une alliance à dix campus européens](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Eure Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Elevage. Il faut sauver la vache normande : la Région lance des actions pour réintroduire la race dans les cheptels

Lilian Fermin

4-5 minutes

La vache normande qui se prélassait dans un champ, sous un pommier en fleur. L'image d'Epinal de notre région est en danger. Et pour cause, si les vaches font toujours partie intégrante du paysage rural, elles ne sont plus toujours normandes. *"Le cheptel de vaches normandes a fondu de plus de 25% en 10 ans"*, regrette Clotilde Eudier, vice-présidente de la Région, en charge de l'agriculture. *"Ce serait dommage de ne plus avoir de normandes en Normandie"*, prolonge-t-elle. Le déclin est tel qu'il s'agit de la race dont les effectifs chutent le plus en France. Aux profits notamment de la Prim'Holstein, dont la production laitière est plus importante, offrant une meilleure rentabilité aux éleveurs.

La normande regagne du terrain

Pour inverser cette inquiétante tendance, la Région a lancé un dispositif de "normandisation des cheptels" en 2016, et a investi déjà près de 2 millions d'euros. Des aides financières qui ont permis d'implanter 2 000 vaches normandes sur cinq ans. *"Ce n'est pas énorme"*, concède l'élue. Mais depuis 2023, la donne s'est accélérée, notamment grâce à l'implication des laiteries. Si les éleveurs sont soutenus financièrement par la Région, le lait de leurs vaches normandes est aussi mieux valorisé par les industriels, surtout dans certains secteurs. Et tout le monde est gagnant. *"Désormais, ce qu'on a fait en cinq ans, on le fait en une seule année"*, se félicite Clotilde Eudier.

Des avantages non négligeables

Il faut bien admettre que la vache normande présente des

avantages non négligeables. *"C'est une vache mixte, qui peut à la fois faire de la viande, avec les cours qui n'ont jamais été aussi haut, et du lait. La qualité de son lait, riche en protéines et en matières grasses, est bien au-dessus des autres"*, vante l'élue. Si elle possède la réputation d'être *"têtue"*, la vache normande *"est une bête rustique, exigeante, mais moins que la Prim'Holstein. On la laisse plus facilement dehors"*, enchérit Jean-Marc Labbé. Il est éleveur depuis une trentaine d'années au cœur du bocage virois. Et s'il possède une soixantaine d'animaux, la moitié est normande, grâce à l'aide de la Région. *"Depuis tout gamin j'aime cette race, je ne saurai dire pourquoi. Une histoire d'amour, ça ne s'explique pas, j'ai envie de la défendre !"* soutient-il. Alors face à ceux qui critiquent un animal pas adapté au robot de traite, il est catégorique. *"Elle n'a aucun problème d'adaptation, au contraire"*, salue l'ambassadeur d'une race en reconquête.

Si la race normande regagne du terrain en Normandie, ce n'est pas partout. Elle est notamment plébiscitée par rapport aux différents fromages de la région.

La vache normande retrouve peu à peu une place dans les cheptels normands, mais pas partout. C'est surtout dans les zones AOP qu'elle convainc les agriculteurs. Et pour cause, son lait y est essentiel. Par exemple, pour produire un camembert de Normandie AOP, il faut au minimum 50% de lait de vaches normandes. Même chose pour le pont-l'évêque AOP, et jusqu'à 100% pour le livarot AOP. Le lait des vaches normandes est aussi indispensable pour le beurre ou la crème d'Isigny AOP. Ainsi, pour asseoir l'importance de la vache normande, des discussions sont en cours autour des cahiers des charges de ces appellations, avec l'objectif d'accroître la part minimale de lait issu de cette race.

Ayant besoin de ce lait à la qualité supérieure, les laiteries Gillot et Graindorge, la coopérative des Maitres Laitiers du Cotentin, celle d'Isigny Sainte-Mère, et la fromagerie Réo, accompagnent les projets de normandisation de leurs producteurs. Les éleveurs situés en dehors des zones AOP n'ayant pas cette plus-value économique sont plus durs à convaincre pour le moment.

À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, l'ancien orphelinat est définitivement fermé et devra être détruit

Frédérique Thullier

5-6 minutes

L'expertise engagée sur le site du « 404 », après qu'une fuite d'eau a révélé des faiblesses du bâtiment principal, condamne l'ancien orphelinat de Saint-Pierre-lès-Elbeuf à la destruction.



L'ancien orphelinat va être détruit. - Paris Normandie



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 29 Avril 2026 à 10h53 Temps de lecture: 1 min

Le couperet est tombé : le bâtiment construit au milieu du XIXe siècle qui a abrité l'ancien orphelinat de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, rue aux Saulniers, ne pourra pas être sauvé. Une accumulation d'erreurs de conception a été mise au jour par l'expertise au mois de mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Fin janvier, [une fuite d'eau est constatée dans les locaux de la bibliothèque](#) municipale attenants au « 404 ». Une première expertise révèle des fragilités dans le bâtiment principal qui abrite la banque alimentaire, l'espace solidaire Coup de pouce, et la salle des fêtes Claude-Lambert. Tous les locaux sont alors interdits d'accès, [les activités sont délocalisées](#), et une étude approfondie de la structure est engagée.

Défauts en série

« Il ressort des conclusions de l'expert une conjonction de défauts de structure, multifactoriels, qui viennent fragiliser l'ensemble du bâtiment central et laissent peu d'espoir quant à la pérennité de celui-ci, annonce ce mercredi 29 avril 2026 un communiqué de la Ville. Les différents désordres connus aujourd'hui sont le fruit de choix malheureux opérés au gré des ans et ce depuis la construction même du bâtiment. »

La mérule s'ajoute aux défauts des fondations, des façades, des planchers et des extensions.

Les fondations, les façades, les planchers d'origine, les opérations de modifications et d'extensions du bâtiment au fil du temps, laissent apparaître *« une accumulation d'erreurs techniques conduisant à sa fragilité actuelle »*. Le bâtiment accuse un tassement, la voûte de certaines caves est fragilisée, les matériaux de la façade favorisent son gonflement, les points d'ancrage des planchers sont en mauvais état, la charpente qui supporte la sirène est instable, et, comme si cela ne suffisait pas, la mérule a attaqué la cage d'escalier.

Fermeture définitive

« La conservation du bâtiment central dans le cadre d'une réhabilitation est ainsi compromise tant les problèmes structurels sont importants, indique la Ville. Le site ne peut plus recevoir d'activité ou accueillir du public en raison du risque d'effondrement du bâtiment ancien, sur sa partie centrale et en façade de rue. La fermeture définitive du site est actée. »

La partie la plus au nord du « 404 », contigu à l'office notarié, *« est la plus stable et ne présente pas de risque imminent d'effondrement »*.

La bibliothèque, déplacée depuis mi-avril dans les locaux de JDC,

va donc rester allée Louise-Michel plus longtemps que prévu. La banque alimentaire accueille les bénéficiaires au Cap jeunes. Les locations de la salle des fêtes seront étudiées au cas par cas et la municipalité va « *engager rapidement la réflexion de la reconstruction de la salle des fêtes sur un autre site* ».

Lire aussi



[Le Comité du Souvenir français du territoire elbeuvien reprend du service](#)



[À Caudebec-lès-Elbeuf, le centre de loisirs Louise-Michel se mobilise pour la SNPA](#)





[La Ville de Cléon présentera un budget « prudent » et appliquera « un contrôle strict de sa gestion »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Elbeuf](#)



[Le Comité du Souvenir français du territoire elbeuvien reprend du service](#)





À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, l'ancien orphelinat est définitivement fermé et devra être détruit



Déchets dangereux : le projet d'extension de la Fosse Marmitaine à Cléon est-il d'intérêt général ?



À Caudebec-lès-Elbeuf, le centre de loisirs Louise-Michel se mobilise pour la SNPA





[La Ville de Cléon présentera un budget « prudent » et appliquera « un contrôle strict de sa gestion »](#)



[À Elbeuf, le magasin de modélisme en activité depuis plus de quarante ans va tirer le rideau](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous